



Industrie
Canada

Industry
Canada

Direction générale de la petite entreprise et du tourisme



Principales statistiques relatives aux petites entreprises Juillet 2010

www.ic.gc.ca/statistiquespe

Canada

Pour obtenir des exemplaires supplémentaires de cette publication, s'adresser aux :

Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Tél. (sans frais) : 1-800-635-7943 (au Canada et aux États-Unis)
Tél. (appels locaux) : 613-941-5995
ATS : 1-800-465-7735
Télec. (sans frais) : 1-800-565-7757 (au Canada et aux États-Unis)
Télec. (envois locaux) : 613-954-5779
Courriel : publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
Site Web : www.publications.gc.ca

On peut obtenir cette publication sur supports accessibles, sur demande.
Communiquer avec la :

Section des services du multimédia
Direction générale des communications et du marketing
Industrie Canada
Bureau 441E, tour Est
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5

Tél. : 613-995-8552
Télec. : 613-954-6436
Courriel : production.multimedia@ic.gc.ca

Cette publication est également offerte par voie électronique (www.ic.gc.ca/statistiquespe).

Autorisation de reproduction

À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à droitdauteur.copyright@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

N.B. Dans cette publication, la forme masculine désigne tant les femmes que les hommes.

N° de cat. Iu186-1/2010-2F-PDF
ISSN 1718-3472
60800

Also available in English under the title *Key Small Business Statistics*.



Table des matières

2 Avant-propos

2 Points saillants

Nombre d'entreprises

5 Qu'entend-on par « petite entreprise »?

5 Combien y a-t-il d'entreprises au Canada?

Survie

12 Combien d'entreprises apparaissent et disparaissent chaque année?

14 *Statistiques sur les faillites*

14 Combien de temps les petites entreprises survivent-elles?

17 *Entrepôt de données sur les petites et moyennes entreprises*

Emploi et revenus

18 Combien de personnes travaillent pour les petites entreprises?

21 Combien d'emplois les petites entreprises créent-elles?

26 Combien les employés des petites entreprises gagnent-ils?

Contribution au produit intérieur brut (PIB)

29 Quelle est la contribution des petites entreprises au produit intérieur brut du Canada?

Travail indépendant

31 Qu'entend-on par « travailleur indépendant »?

31 Combien y a-t-il de travailleurs indépendants?

35 Dans quelle mesure le travail indépendant contribue-t-il à la création d'emplois?

36 Les travailleurs indépendants consacrent-ils davantage d'heures à leur travail que les employés?

Les femmes en affaires

39 Combien y a-t-il de femmes parmi les petits entrepreneurs?

Innovation et technologie

40 Les petites entreprises innovent-elles autant que les grandes?

43 Combien de petites entreprises font des affaires électroniques?

Exportations

45 Quelle est la contribution des petites entreprises aux exportations canadiennes?





Avant-propos

La publication intitulée *Principales statistiques relatives aux petites entreprises*, qui paraît deux fois l'an, renferme des données de base sur le secteur canadien de la petite entreprise. Cette quinzième édition met à jour les données figurant dans les éditions antérieures. De nouvelles données ont été intégrées pour actualiser les sections suivantes :

- Combien y a-t-il d'entreprises au Canada?
- *Statistiques sur les faillites*
- Combien de personnes travaillent pour les petites entreprises?
- Combien d'emplois les petites entreprises créent-elles?
- Combien les employés des petites entreprises gagnent-ils?
- Quelle est la contribution des petites entreprises au produit intérieur brut du Canada?
- Combien y a-t-il de travailleurs indépendants?
- Dans quelle mesure le travail indépendant contribue-t-il à la création d'emplois?
- Les travailleurs indépendants consacrent-ils davantage d'heures à leur travail que les employés?

Une section a été ajoutée :

- Quelle est la contribution des petites entreprises aux exportations canadiennes?

Cette nouvelle édition ainsi que les publications précédentes sont affichées dans le site Web Recherche et politique de la petite entreprise (www.ic.gc.ca/recherchepe).



Points saillants

Selon la définition d'Industrie Canada, une « petite entreprise » est une entreprise comptant moins de 100 employés.

Nombre d'entreprises

- Il y a au Canada un peu plus d'un million de petites entreprises qui comptent des employés (sont exclus les travailleurs indépendants), et 98 % des entreprises du pays emploient moins de 100 personnes.
- Entre 2002 et 2006, 130 000 petites entreprises ont été créées en moyenne chaque année au Canada.

Contribution au produit intérieur brut (PIB)

- Les petites entreprises qui comptent moins de 50 employés représentent environ 29 % du PIB du Canada.

Emploi

- En 2009, les petites entreprises employaient environ 5 millions de personnes au Canada, soit 48 % de la main-d'œuvre totale du secteur privé.
- Les petites entreprises ont perdu quelque 140 000 emplois en 2009, soit environ 40 % de tous les emplois perdus au Canada dans le secteur privé. Toutefois, entre 1999 et 2009, les petites entreprises ont créé en moyenne 37 % de tous les emplois dans le secteur privé.
- Environ 16 % de l'ensemble des travailleurs occupant un emploi au Canada en 2009 étaient des travailleurs indépendants.

Revenus

- En moyenne, les employés des petites entreprises au Canada ont gagné aux alentours de 723 \$ par semaine en 2009, ce qui est légèrement inférieur à la moyenne générale de 799 \$.

Ventilations sectorielles

- Les petites entreprises sont à l'origine de plus des deux tiers de l'emploi dans cinq secteurs industriels au Canada : soins de santé assurés en dehors des établissements, construction, hébergement et restauration, foresterie, et autres services.





- Environ 25 % des petites entreprises exercent leurs activités dans les industries canadiennes qui produisent des biens; les autres exercent leurs activités dans les industries de services.

Survie

- Le taux de survie des petites entreprises au Canada diminue au fil du temps. Environ 96 % des petites entreprises (1–99 employés) qui font leur apparition sur le marché survivent durant une année entière, 85 % survivent pendant trois ans et 70 % sont encore en activité après cinq ans.
- Le nombre de faillites commerciales au Canada a diminué de 50 % entre 1997 et 2007, pour s'établir à environ 6 700 en 2009.

Les femmes en affaires

- On estime que 46 % des petites et moyennes entreprises (PME) appartiennent au moins en partie à des femmes. Celles-ci détiennent des intérêts majoritaires dans 16 % des PME; 19 % des PME appartiennent à parts égales aux femmes et aux hommes; et les femmes détiennent une minorité des parts dans 11 % des PME.

Recherche-développement

- En 2005, les petites entreprises au Canada ont consacré environ 4 milliards de dollars à la recherche-développement (R-D).
- Parmi les entreprises qui effectuent de la R-D, les petites entreprises ont, en pourcentage des revenus, des dépenses de loin supérieures à celles des grandes entreprises.

Commerce électronique

- En 2007, 8 % des entreprises canadiennes vendaient en ligne tandis que 48 % des entreprises achetaient en ligne. Dans les deux cas, les petites entreprises accusaient un retard par rapport à leurs homologues de grande taille. En effet, seulement 7 % des petites entreprises ont vendu des produits ou des services en ligne, comparativement à 22 % pour les grandes entreprises. De même, 45 % des petites entreprises ont effectué des achats en ligne, ce qui est nettement inférieur au taux de 74 % enregistré pour les grandes entreprises à ce chapitre.

Exportations

- Près de 87 % des exportateurs canadiens étaient des petites entreprises. Les exportations de ces dernières s'élevaient à 84 milliards de dollars, soit environ 21 % de la valeur totale des exportations canadiennes.
- Plus de 57 000 petites entreprises (soit 5 % du nombre total de petites entreprises) du pays se livrent à l'exportation.



Qu'entend-on par « petite entreprise »?

La taille d'une entreprise se définit de diverses façons – par exemple, selon son chiffre d'affaires, la valeur de ses expéditions annuelles, son revenu annuel brut ou net, la taille de ses actifs, ou encore le nombre de ses employés.

De nombreuses institutions définissent les petites entreprises en fonction de leurs propres besoins. Ainsi, l'Association des banquiers canadiens considère qu'une entreprise est de petite taille si l'autorisation de prêt qu'elle peut obtenir est inférieure à 250 000 \$. Pour Exportation et développement Canada, un petit exportateur ou un « exportateur émergent » est une entreprise dont les ventes à l'exportation sont inférieures à 1 million de dollars. Industrie Canada utilise souvent une définition basée sur le nombre d'employés : une entreprise productrice de biens ayant moins de 100 employés ou une entreprise de services en comptant moins de 50 est considérée comme petite. Au-delà de ces chiffres et jusqu'à 499 employés, une entreprise est considérée comme étant de taille moyenne. Les petites entreprises comptant moins de 5 employés sont appelées « micro-entreprises ». Le sigle « PME » (petites et moyennes entreprises) désigne toutes les entreprises qui ont moins de 500 employés. Celles dont l'effectif est de 500 employés ou plus sont classées dans la catégorie des grandes entreprises.

Comme nous le constaterons dans le présent document, l'information sur les petites entreprises correspond rarement à une définition stricte en raison des contraintes inhérentes aux données.

Combien y a-t-il d'entreprises au Canada?

Le Registre des entreprises de Statistique Canada recense les établissements commerciaux¹ et publie les résultats deux fois par année. Plusieurs établissements commerciaux peuvent appartenir à une même entreprise, et chaque entreprise possède au moins un établissement commercial. Pour qu'un établissement commercial soit comptabilisé dans le Registre des entreprises, l'entreprise à laquelle il appartient doit répondre à au moins l'un des critères suivants : compter au moins un employé rémunéré (versement de retenues salariales à l'Agence du revenu du Canada – ARC), avoir un chiffre d'affaires annuel d'au moins 30 000 \$ ou être constituée en société et avoir produit au moins une déclaration fédérale de revenus des sociétés au cours des trois dernières années.

¹ Statistique Canada utilise quatre unités commerciales statistiques normalisées pour la compilation des statistiques. Les établissements constituent la plus petite unité ou le plus petit regroupement pour lequel des données sont publiées. Les établissements doivent répondre aux critères suivants :

- a) produire une gamme homogène de biens ou de services;
- b) ne pas dépasser les frontières d'une province; et
- c) fournir des données sur la valeur des extrants, le coût des principaux intrants intermédiaires ainsi que le coût en ressources humaines et le nombre d'employés affectés à la production des extrants.

Par exemple, une unité commerciale d'une entreprise plus grande qui présente au gouvernement des renseignements comptables distincts sur les taxes de vente et les retenues salariales serait reconnue comme un établissement commercial à part entière.



En décembre 2009, le Canada comptait environ 2,4 millions d'établissements commerciaux² (voir le tableau 1), comparativement à 2,3 millions en juin 2009. Environ la moitié des établissements commerciaux sont appelés « établissements employeurs », car ils ont au moins un employé (peut-être le propriétaire). L'autre moitié regroupe les établissements dits « indéterminés », car ils ne comptent aucun employé enregistré auprès de l'ARC. Ces établissements peuvent en effet n'avoir aucun effectif (il peut s'agir d'entités purement théoriques répondant néanmoins à l'un des critères à respecter pour être reconnues en tant qu'établissements commerciaux) ou avoir recours uniquement à des travailleurs contractuels, aux propriétaires ou à des membres de leur famille. La catégorie « établissements indéterminés » a été créée parce que l'on ne possède aucune information sur l'effectif de ces entreprises.

Environ 57 % des établissements commerciaux du Canada sont établis en Ontario ou au Québec. Presque tous les autres sont répartis dans les provinces de l'Ouest (37 %) ou les provinces de l'Atlantique (6 %). Les Territoires du Nord-Ouest, le Yukon et le Nunavut n'accueillent que 0,3 % des établissements commerciaux.

En proportion de la population, c'est dans les provinces de l'Ouest, au Yukon et à l'Île-du-Prince-Édouard que les établissements commerciaux sont les plus nombreux, particulièrement en Alberta et en Saskatchewan où leur concentration atteint respectivement 92,0 et 91,4 établissements par millier d'habitants. Le Nunavut, Terre-Neuve-et-Labrador, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick sont les provinces où le nombre d'établissements par millier d'habitants est le plus faible. En Ontario et au Québec, la concentration des établissements est inférieure à la moyenne nationale de 70,1, puisqu'elle est respectivement de 67,7 et 60,3 établissements par millier d'habitants.

² Ce nombre comprend les établissements commerciaux à but lucratif ou non.



Tableau 1 : Nombre total d'établissements commerciaux et nombre d'établissements par rapport à la population provinciale ou territoriale et au produit intérieur brut, décembre 2009

Province ou territoire	Nombre d'établissements commerciaux			Nombre d'établissements par millier d'habitants	PIB par établissement commercial (milliers de dollars)
	Total	Établissements employeurs	Établissements indéterminés ¹		
Terre-Neuve-et-Labrador	26 333	17 913	8 420	51,6	1 188
Île-du-Prince-Édouard	10 397	6 131	4 266	73,6	445
Nouvelle-Écosse	54 509	31 556	22 953	57,9	627
Nouveau-Brunswick	42 591	26 612	15 979	56,7	643
Québec	474 308	247 340	226 968	60,3	637
Ontario	888 951	394 683	494 268	67,7	661
Manitoba	77 288	36 833	40 455	62,9	658
Saskatchewan	94 909	39 404	55 505	91,4	669
Alberta	341 502	157 171	184 331	92,0	853
Colombie-Britannique	362 665	176 124	186 541	80,7	546
Territoire du Yukon	2 881	1 635	1 246	84,8	661
Territoires du Nord-Ouest	2 630	1 670	960	60,8	1 940
Nunavut	834	609	225	25,6	1 921
Total – Canada	2 379 798	1 137 681	1 242 117	70,1	672

Sources : Statistique Canada, *Registre des entreprises*, décembre 2009; *Comptes nationaux des revenus et dépenses*, 2008; *Estimations de la population selon l'âge et le sexe pour le Canada, les provinces et les territoires*, janvier 2010.

Note 1 : La catégorie « établissements indéterminés » comprend les établissements appartenant à des entreprises constituées ou non en société, qui ne sont pas titulaires d'un compte de retenues salariales auprès de l'Agence du revenu du Canada. Leur effectif peut être composé de travailleurs contractuels, des propriétaires ou de membres de leur famille.

En ce qui concerne le produit intérieur brut (PIB) par établissement commercial, ce sont les Territoires du Nord-Ouest qui arrivent en tête avec 1 940 000 \$ par établissement. Ce résultat est sans doute attribuable en partie au faible taux d'établissements par millier d'habitants, si bien que le PIB de ce territoire est réparti entre un faible nombre d'établissements. De façon générale, on observe une corrélation négative perceptible entre le nombre d'établissements par millier d'habitants et la contribution au PIB par établissement : plus le nombre d'établissements par millier d'habitants est élevé, plus le PIB par établissement est faible. Seule l'Alberta fait exception à cette règle – son PIB par établissement est relativement élevé malgré le grand nombre d'établissements par millier d'habitants.

Parmi les 1 137 681 établissements employeurs, 2 768, soit environ 0,3 %, ont 500 employés ou plus, 1 114 915 établissements employeurs (98 %) comptent moins de 100 employés, 75 % en ont moins de 10 et 55 % n'ont que de 1 à 4 employés (voir le tableau 2).



Tableau 2 : Nombre d'établissements commerciaux selon le secteur et la taille de l'entreprise (nombre d'employés), décembre 2009

Nombre d'employés	Pourcentage cumulatif des établissements employeurs	Nombre d'établissements commerciaux		
		Total	Secteur des biens ²	Secteur des services ²
Établissements indéterminés ¹		1 242 117	306 636	935 481
<i>Total partiel – Établissements employeurs</i>	<i>100.0</i>	<i>1 137 681</i>	<i>243 148</i>	<i>894 533</i>
1-4	54.4	618 959	136 607	482 352
5-9	74.9	233 362	47 687	185 675
10-19	87.3	141 154	27 547	113 607
20-49	95.4	91 983	18 745	73 238
50-99	98.0	29 457	6 830	22 627
100-199	99.2	13 337	3 452	9 885
200-499	99.8	6 661	1 755	4 906
500+	100.0	2 768	525	2 243
Total		2 379 798	549 784	1 830 014

Source : Statistique Canada, *Registre des entreprises*, décembre 2009.

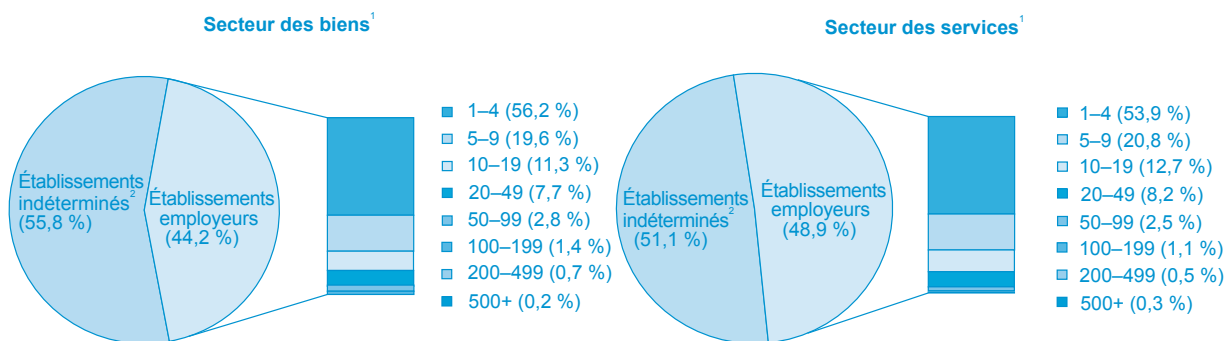
Note 1 : La catégorie « établissements indéterminés » comprend les établissements appartenant à des entreprises constituées ou non en société, qui ne sont pas titulaires d'un compte de retenues salariales auprès de l'Agence du revenu du Canada. Leur effectif peut être composé de travailleurs contractuels, des propriétaires ou de membres de leur famille.

Note 2 : Par convention, d'après la définition de Statistique Canada, le secteur des biens regroupe les codes 11 à 31-33 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), alors que celui des services regroupe les codes 41 à 91.



Environ le quart des établissements commerciaux (indéterminés et employeurs confondus) produisent des biens; les autres offrent des services. Les petites entreprises (moins de 100 employés) représentent 98 % des établissements employeurs qui produisent des biens et 98 % de ceux qui offrent des services (voir le tableau 2 et la figure 1). Si l'on utilise pour le secteur des services une autre définition, selon laquelle les petites entreprises comptent moins de 50 employés, les petites entreprises du secteur des services forment 95 % des établissements employeurs de cette catégorie.

Figure 1 : Répartition des établissements commerciaux dans le secteur des biens et celui des services, selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés), décembre 2009



Source : Statistique Canada, *Registre des entreprises*, décembre 2009.

Note 1 : Par convention, d'après la définition de Statistique Canada, le secteur des biens regroupe les codes 11 à 31-33 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), alors que celui des services regroupe les codes 41 à 91.

Note 2 : La catégorie « établissements indéterminés » comprend les établissements appartenant à des entreprises constituées ou non en société, qui ne sont pas titulaires d'un compte de retenues salariales auprès de l'Agence du revenu du Canada. Leur effectif peut être composé de travailleurs contractuels, des propriétaires ou de membres de leur famille.





Le tableau 3 illustre la répartition des établissements employeurs selon la taille de l'établissement dans chaque province ou territoire. En général, la répartition selon la taille au sein des provinces est similaire à la répartition moyenne nationale. Toutefois, on observe une certaine variation entre les provinces et territoires; par exemple, le pourcentage de micro-entreprises (de 1 à 4 employés) est plus élevé en Alberta (59 %) et en Colombie-Britannique (56 %) qu'en Ontario (55 %), au Québec (51 %) et dans les territoires (de 25 à 50 %).

Tableau 3 : Établissements employeurs, selon la taille de l'établissement (nombre d'employés) dans les provinces et territoires, décembre 2009

Province ou territoire	Établissements employeurs										
	Total	Pourcentage									
		1-4	5-9	10-19	20-49	50-99	Petit (<100)	100-199	200-499	Moyen (100-499)	Grand (500+)
Terre-Neuve-et-Labrador	17 913	55,4	22,7	11,5	6,8	2,0	98,4	0,9	0,5	1,4	0,2
Île-du-Prince-Édouard	6 131	50,9	23,5	13,4	8,3	2,4	98,5	0,9	0,5	1,3	0,2
Nouvelle-Écosse	31 556	54,0	21,2	12,4	8,0	2,4	98,0	1,2	0,5	1,8	0,2
Nouveau-Brunswick	26 612	53,9	21,4	12,7	7,9	2,4	98,2	1,1	0,5	1,6	0,2
Québec	247 340	50,7	22,6	13,2	8,8	2,7	98,1	1,1	0,5	1,7	0,2
Ontario	394 683	54,8	19,8	12,2	8,1	2,7	97,7	1,4	0,7	2,1	0,3
Manitoba	36 833	49,5	21,8	14,0	9,4	3,0	97,7	1,2	0,7	1,9	0,3
Saskatchewan	39 404	55,0	20,8	12,7	7,8	2,2	98,5	0,9	0,5	1,3	0,2
Alberta	157 171	58,8	18,2	11,3	7,4	2,4	98,2	1,1	0,6	1,6	0,2
Colombie-Britannique	176 124	56,3	20,3	12,1	7,4	2,3	98,4	1,0	0,5	1,4	0,2
Territoire du Yukon	1 635	50,2	23,2	13,5	8,8	2,0	97,6	1,3	0,8	2,1	0,2
Territoires du Nord-Ouest	1 670	35,1	24,8	19,5	13,4	4,1	96,9	2,2	0,7	2,9	0,2
Nunavut	609	25,5	23,8	22,3	17,9	7,1	96,6	2,8	0,5	3,3	0,2
Total - Canada	1 137 681	54,4	20,5	12,4	8,1	2,6	98,0	1,2	0,6	1,8	0,2

Source : Statistique Canada, *Registre des entreprises*, décembre 2009.

Le tableau 4 présente la répartition des établissements employeurs selon la taille de l'établissement dans chaque industrie. C'est au sein des micro-entreprises qu'on observe la plus grande variation. Le pourcentage le plus élevé de micro-entreprises se retrouve dans le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques (74,5 %) et celui de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse (71,6 %). On trouve les pourcentages les plus faibles de micro-entreprises dans le secteur des administrations publiques (20,4 %), celui de l'hébergement et de la restauration (27,9 %) et celui des services publics (34,0 %).



Tableau 4 : Établissements employeurs selon la taille de l'établissement (nombre d'employés) dans les industries, décembre 2009

Industries (classées en fonction du nombre d'établissements employeurs)	Établissements employeurs										
	Total	Pourcentage									
		1-4	5-9	10-19	20-49	50-99	Petit (<100)	100-199	200-499	Moyen (100-499)	Grand (500+)
Commerce de détail	145 993	37,0	31,9	17,5	8,6	2,9	98,0	1,5	0,5	2,0	0,0
Autres services	132 618	70,3	18,0	7,4	3,2	0,7	99,6	0,3	0,1	0,4	0,0
Construction	125 238	59,8	21,3	10,4	6,0	1,6	99,1	0,6	0,2	0,9	0,1
Services professionnels, scientifiques et techniques	124 570	74,5	12,4	7,0	4,0	1,2	99,1	0,6	0,3	0,8	0,1
Soins de santé et assistance sociale	93 747	53,7	21,7	12,9	6,9	2,3	97,5	1,4	0,8	2,1	0,4
Hébergement et restauration	74 680	27,9	23,8	23,0	17,8	5,9	98,3	1,2	0,4	1,6	0,1
Commerce de gros	65 841	45,3	24,0	16,1	10,2	2,9	98,5	1,1	0,4	1,5	0,1
Fabrication	55 779	34,6	20,5	16,5	14,8	6,8	93,2	4,0	2,2	6,2	0,6
Administration, gestion des déchets	52 355	52,7	22,0	11,9	7,7	3,1	97,3	1,5	0,9	2,4	0,3
Transport et entreposage	52 115	65,1	14,5	9,2	7,0	2,3	98,1	1,0	0,7	1,7	0,2
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	50 362	71,6	15,6	7,5	3,8	1,0	99,5	0,3	0,1	0,5	0,0
Services immobiliers et services de location et de location à bail	42 558	65,1	18,5	9,7	4,7	1,2	99,2	0,5	0,2	0,7	0,1
Finance et assurances	42 122	49,1	15,6	13,1	17,9	2,1	97,9	1,0	0,7	1,6	0,4
Arts, spectacles et loisirs	17 413	45,6	21,5	14,2	11,5	4,1	96,9	2,0	0,8	2,8	0,3
Gestion de sociétés et d'entreprises	15 815	58,1	15,3	9,5	8,2	3,9	95,0	2,1	1,7	3,9	1,2
Industrie de l'information et industrie culturelle	14 055	51,2	17,0	12,5	11,2	3,8	95,8	2,3	1,2	3,5	0,7
Secteur de l'enseignement	12 624	43,4	19,6	14,7	11,2	4,0	92,9	1,9	1,7	3,7	3,4
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	10 378	56,6	14,4	12,2	9,4	3,8	96,4	1,9	1,1	3,1	0,5
Administrations publiques	8 027	20,4	17,6	16,4	18,5	9,9	82,9	7,6	5,3	12,9	4,2
Services publics	1 391	34,0	18,5	17,3	12,3	7,3	89,4	4,5	3,3	7,8	2,9
Total	1 137 681	54,4	20,5	12,4	8,1	2,6	98,0	1,2	0,6	1,8	0,2

Source : Statistique Canada, *Registre des entreprises*, décembre 2009.





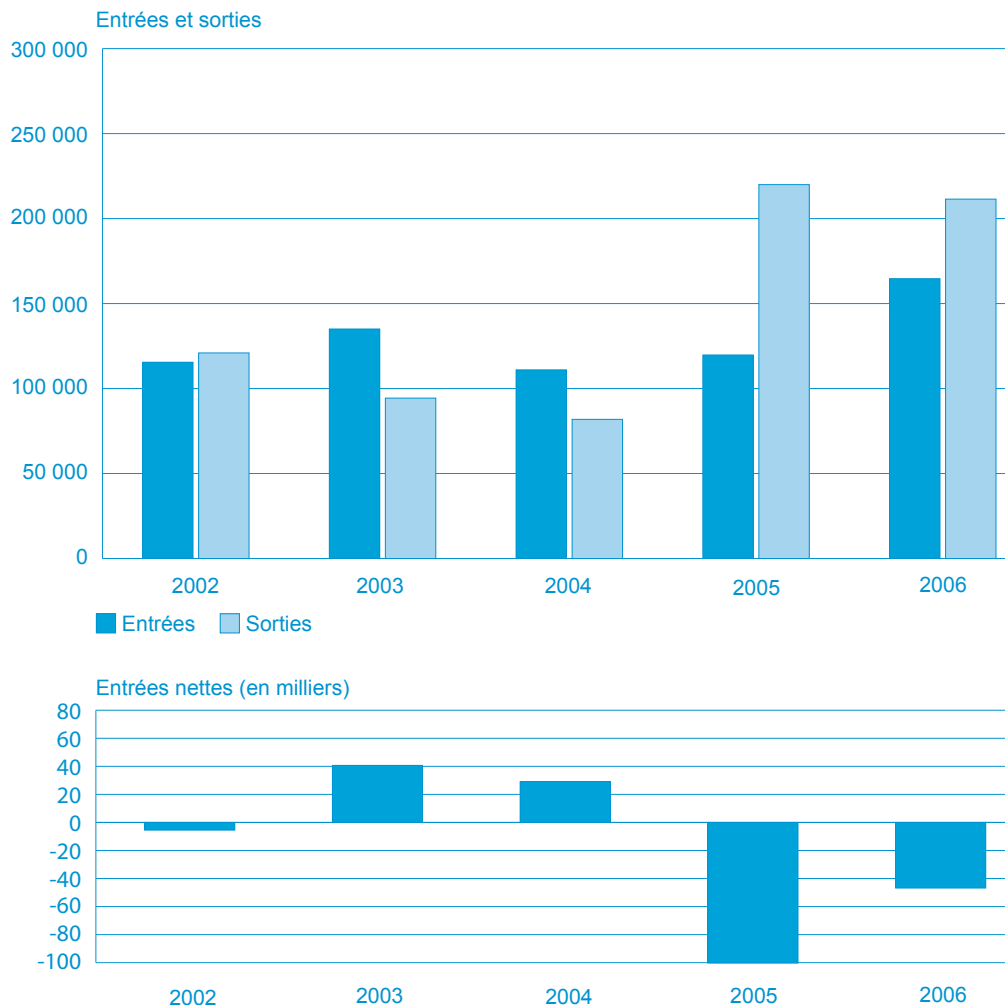
Combien d'entreprises apparaissent et disparaissent chaque année?

Des milliers d'entreprises commencent ou cessent leurs activités au cours d'une année. Il n'est pas facile de suivre ces entrées et ces sorties. La meilleure source d'information à cet égard est l'*Entrepôt de données sur les petites et moyennes entreprises* (Entrepôt de données sur les PME), publié par Statistique Canada en juillet 2008.

La figure 2 illustre, pour chaque année comprise entre 2002 et 2006, le nombre de petites entreprises (comptant moins de 100 employés) qui ont commencé ou cessé leurs activités. Au cours de cette période, 130 000 nouvelles petites entreprises en moyenne ont été créées au Canada chaque année. Il n'y avait aucune tendance nette dans les entrées des entreprises pendant cette période. En 2002, le nombre d'entrées était d'environ 115 000; il est ensuite passé à 135 000 en 2003 et est retombé à 111 000 en 2004. En 2006, le nombre d'entrées a atteint un sommet, soit 164 000, ce qui représente 45 000 nouvelles entreprises de plus qu'en 2005. Le nombre de sorties a diminué graduellement, pour passer d'environ 120 000 en 2002 à 82 000 en 2004. Les deux années suivantes, le nombre de sorties s'est accru pour s'établir à plus de 200 000. Le nombre net d'entrées a été positif pendant deux années seulement de la période à l'étude : 2003 et 2004. En 2005, on a enregistré environ 100 000 sorties nettes. Ce nombre élevé de sorties est dû principalement aux augmentations du nombre de sorties d'entreprises ayant un chiffre d'affaires inférieur à 30 000 \$ (ces entreprises n'étaient pas prises en considération dans les éditions précédentes de *Principales statistiques relatives aux petites entreprises*), ainsi qu'aux sorties d'entreprises évoluant dans l'industrie de la construction, du commerce de détail et des services professionnels, scientifiques et techniques. Ensemble, elles représentaient environ 80 % de toutes les sorties en 2005.



Figure 2 : Entrées et sorties d'entreprises comptant jusqu'à 100 employés, de 2002 à 2006



Source : Statistique Canada, *Entrepôt de données sur les petites et moyennes entreprises*, juillet 2008.



Statistiques sur les faillites

Seule une faible proportion des entreprises qui cessent leurs activités déclarent faillite. En moyenne, au cours des 18 dernières années, le nombre de faillites commerciales au Canada s'est chiffré à approximativement 12 000 par année. Il a graduellement augmenté dans les années 1990, passant d'environ 11 000 à un sommet de plus de 14 000 en 1997. Ensuite, le nombre de faillites a régressé pour s'établir à environ 6 700 en 2009.

Des statistiques détaillées sur les faillites commerciales et le passif connexe sont régulièrement présentées dans le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* d'Industrie Canada (www.ic.gc.ca/trimestrielPME). On peut également les trouver dans le site Web du Bureau du surintendant des faillites (www.bsf.ic.gc.ca).

Combien de temps les petites entreprises survivent-elles?

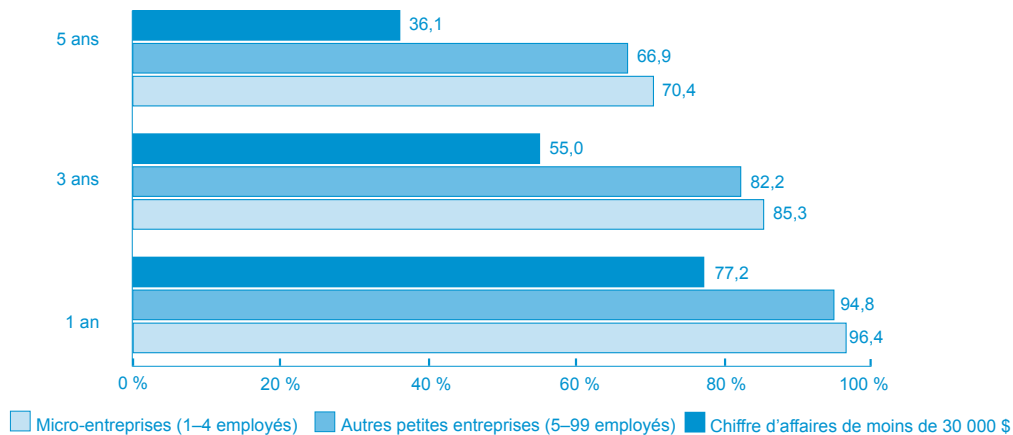
Une façon d'évaluer la durée de vie des petites entreprises consiste à calculer leur probabilité de survie à partir de facteurs prévisibles. L'emplacement, le type d'industrie ainsi que la taille et l'âge de l'entreprise sont quelques-uns des aspects qui influencent sa longévité. D'autres facteurs imprévisibles peuvent aussi entrer en jeu à cet égard, notamment la conjoncture économique en général et les influences du marché – par exemple le nombre de concurrents et de nouvelles entreprises ainsi que leur taille.

La survie est exprimée en pourcentage des nouvelles entreprises qui sont encore en activité lorsqu'elles atteignent un âge donné. Les taux de survie des petites entreprises au Canada diminuent au fil du temps. Environ 96 % des petites entreprises (comptant entre 1 et 99 employés) qui font leur apparition sur le marché survivent une année entière, 85 % survivent pendant trois ans et 70 % sont encore en activité après cinq ans.

La figure 3 indique le taux de survie des nouvelles entreprises de la cohorte de 2001 qui sont des micro-entreprises (de 1 à 4 employés), d'autres petites entreprises (de 5 à 99 employés) et des entreprises qui ont un chiffre d'affaires inférieur à 30 000 \$. Comme le montre la figure 3, un pourcentage un peu plus élevé de micro-entreprises a survécu par rapport aux autres petites entreprises. Ainsi, 96,4 % des micro-entreprises lancées en 2001 étaient en activité un an plus tard alors que 94,8 % des autres petites entreprises lancées en 2001 ont survécu pendant un an. Cependant, cet écart dans les taux de survie entre les deux catégories fait presque doubler à mesure que le nombre d'années d'activité augmente. De fait, 85,3 % des micro-entreprises créées en 2001 étaient encore en activité après trois ans, comparativement à 82,2 % des autres petites entreprises.



Figure 3 : Taux de survie des micro-entreprises et des autres petites entreprises (entreprises employeurs seulement), de 2001 à 2006



Source : Statistique Canada, *Entrepôt de données sur les petites et moyennes entreprises*, juillet 2008.

Le pourcentage de nouvelles entreprises qui survivent diminue progressivement dans les deux catégories au cours de la période de cinq ans à l'étude. Après cinq années d'activité, 70,4 % des micro-entreprises avaient survécu, par rapport à 66,9 % des autres petites entreprises.

Les taux de survie des entreprises ayant un chiffre d'affaires inférieur à 30 000 \$ sont bien moins élevés que ceux observés pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 30 000 \$. Parmi les entreprises lancées en 2001 dont le chiffre d'affaires est inférieur à 30 000 \$, 55,0 % étaient encore en activité trois ans plus tard et seulement 36,1 % l'étaient au bout de cinq ans.



Sources des données et méthodologie

L'Entrepôt de données sur les PME³ de Statistique Canada fournit des renseignements sur des statistiques démographiques générales concernant les entreprises, entre autres le nombre d'entreprises, l'emploi et le chiffre d'affaires selon l'industrie, la taille et la situation géographique.

Dans les éditions antérieures de *Principales statistiques relatives aux petites entreprises*, les chiffres sur les entrées et les sorties provenaient de tableaux spéciaux de données découlant du *Programme d'analyse longitudinale de l'emploi* (PALE). Il existe quelques différences entre les méthodes du PALE et celles de l'Entrepôt de données sur les PME qui expliquent le changement dans les chiffres parus dans cette édition et ceux des éditions antérieures. Tout d'abord, le dénombrement des entreprises diffère. Ainsi, comme le PALE compte les entreprises plutôt que les établissements commerciaux, méthode utilisée dans l'Entrepôt de données sur les PME, celui-ci inclut plus d'entités que le PALE. Par exemple, plusieurs établissements de l'Entrepôt de données sur les PME peuvent faire partie d'une seule entreprise dans le PALE. De plus, l'Entrepôt de données sur les PME inclut les entités comptant 250 employés ou moins alors que le PALE inclut celles ayant 500 employés ou moins. Par conséquent, la population de base de ces deux sources de données est différente. Deuxièmement, les nombres d'entrées et de sorties diffèrent. Par exemple, dans le cas de deux entreprises qui fusionnent, le PALE conserve le numéro d'entreprise de la grande entreprise et le juge « continu », tandis que le numéro d'entreprise de la petite entreprise disparaît et on considère qu'il y a eu sortie de cette entreprise. Dans le cas de l'Entrepôt de données sur les PME, les deux numéros d'entreprise sont détruits (deux sorties) et un nouveau numéro d'entreprise est créé pour la nouvelle entité, comptabilisée comme une entrée. En raison de ces différences entre les deux sources de données, il est difficile d'établir des comparaisons de statistiques issues de deux méthodologies différentes.

³ Voir l'encadré pour obtenir de plus amples détails.



Entrepôt de données sur les petites et moyennes entreprises

L'Entrepôt de données sur les PME a été élaboré par Statistique Canada dans le but de fournir des caractéristiques générales et des indicateurs de rendement pour les petites et moyennes entreprises et d'appuyer les recherches futures sur les PME. Les premières données, qui portaient sur les entrées et les sorties d'entreprises, ont été publiées en juillet 2008.

L'Entrepôt de données renferme des renseignements sur ce qui suit : nouvelles entrées et sorties d'entreprises, rendement des entreprises (taux de survie) et entreprises à forte croissance (gazelles). Ces indicateurs sont répartis selon le chiffre d'affaires, le nombre d'employés et le secteur industriel, et couvrent la période allant de 2001 à 2006.

Les données de l'Entrepôt sont tirées du *Registre des entreprises* de Statistique Canada et des données fiscales administratives (déclarations de revenus des entreprises constituées en société [T2] et non constituées en société [T1], remises de TPS et comptes de retenues sur la paie [PD7] de l'Agence du revenu du Canada). Ces données renferment une liste des petites et moyennes entreprises au Canada entre 2001 et 2006, reposant sur le *Registre des entreprises*. Les entreprises incluses sont celles comptant moins de 250 employés et dont le chiffre d'affaires total est inférieur à 50 millions de dollars. Les données portent également sur les entrées et les sorties d'entreprises. Si on voit qu'une entreprise existe pendant l'année de référence mais non l'année suivante, elle est considérée comme une « sortie », et vice versa pour une « entrée ». Bien qu'il y ait d'autres raisons pour lesquelles une entreprise puisse être absente une année ou l'autre* les données brossent un bon tableau général de la turbulence (souvent appelée roulement) provoquée par les nouvelles entreprises et celles qui disparaissent.

Les résultats de l'Entrepôt de données sur les PME contribuent grandement au programme des indicateurs de l'entrepreneuriat de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et d'Eurostat. Les premiers résultats de ce programme sur l'élaboration d'indicateurs de rendement entrepreneurial ont été publiés en novembre 2008 et une nouvelle version a été publiée en novembre 2009. Ce rapport est affiché sur le site Web de l'OCDE, à www.oecd.org/statistics/measuringentrepreneurship.

* La réorganisation d'une entreprise peut inclure le changement de dénomination sociale, la fusion, une division des comptes de paie ou plus. Dans la mesure du possible, les faux signaux concernant les entrées et les sorties sont supprimés des données. La « mort » légitime d'une entreprise peut se produire dans certaines fusions, par suite de la décision du propriétaire de cesser ses activités, car l'entreprise a fait faillite, ou pour plusieurs autres raisons. Pour en savoir plus sur les faillites, se reporter à la section **Statistiques sur les faillites**.



Combien de personnes travaillent pour les petites entreprises?

Pour bien répondre à cette question, il est nécessaire d'examiner les établissements commerciaux dans le contexte de l'entreprise mère à laquelle ils appartiennent, le cas échéant. Statistique Canada définit l'entreprise commerciale comme suit : « une famille d'établissements qui appartiennent au même propriétaire et qui sont contrôlés par ce dernier et pour lesquels un ensemble d'états financiers consolidés est produit sur une base annuelle ». L'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH) de Statistique Canada porte sur les entreprises employeurs du Canada et donne le nombre d'employés, à l'échelle des entreprises. Les travailleurs indépendants qui ne touchent aucun salaire sont exclus de ces statistiques, tout comme les employés des industries suivantes : l'agriculture, la pêche et le piégeage, les services de ménages privés, les organismes religieux, ainsi que les services militaires de défense. Les entreprises sont réparties entre sept catégories d'effectif : moins de 5 employés, de 5 à 19, de 20 à 49, de 50 à 99, de 100 à 299, de 300 à 499 et 500 ou plus.

Selon les données de l'EERH présentées au tableau 5, il y avait en moyenne un peu plus de 5,1 millions d'employés touchant un salaire, soit 48 % de la main-d'œuvre totale du secteur privé⁴, qui étaient au service de petites entreprises (moins de 100 employés) en 2009. Plus de 1,6 million de travailleurs (15 % du total) ont travaillé pour des entreprises de taille moyenne (de 100 à 499 employés). En tout, les petites et moyennes entreprises comptaient un peu plus de 6,7 millions d'employés, soit 64 % des employés du secteur privé visés par l'EERH.

La répartition de l'emploi selon la taille de l'entreprise varie considérablement d'une industrie à l'autre. Comme le montrent le tableau 5 et la figure 4, les petites entreprises sont à l'origine de plus des deux tiers de l'emploi dans cinq secteurs industriels : les soins de santé assurés en dehors des établissements (89 %), les autres services (75 %), la construction (75 %), la foresterie (74 %), ainsi que l'hébergement et la restauration (66 %). Dans trois autres secteurs industriels, au moins la moitié de la main-d'œuvre est au service de petites entreprises. Enfin, si l'on considère le nombre total d'employés au service de petites entreprises, les industries où ce nombre est le plus élevé sont celles du commerce de détail (0,81 million d'employés), de l'hébergement et de la restauration (0,70 million), de la construction (0,59 million), de la fabrication (0,54 million), des services professionnels (0,44 million) et du commerce de gros (0,39 million). Ces industries représentent 68 % des emplois au sein des petites entreprises du Canada.

⁴ Dans les données de l'EERH, l'emploi dans le secteur privé a été déterminé à l'aide de l'information présentée dans *Dynamique de l'emploi et Profils des petites entreprises* pour les années correspondantes et en se servant de la projection des tendances pour les années plus récentes. On peut obtenir une note technique sur la méthodologie utilisée en communiquant avec le **Service à la clientèle** (sbrp-rppe@ic.gc.ca). Outre les industries exclues de l'EERH, les données présentées au tableau 5 et à la figure 4 excluent l'emploi dans l'administration publique, les services publics (eau, égouts et autres systèmes), les services postaux, le transport en commun, les services d'enseignement ainsi que les services de santé assurés en établissement ou financés par le gouvernement. Elles incluent toutefois l'emploi à Radio-Canada, dans les cliniques privées (médecins, dentistes et autres professionnels de la santé) ainsi que chez les détaillants de bière et d'alcool.



Tableau 5 : Nombre d'employés dans le secteur privé, selon l'industrie et la taille de l'entreprise, 2009^{1, 2, 3}

Industries (classées selon le nombre d'employés dans les petites entreprises)	Taille de l'entreprise (nombre d'employés)									Total
	0-4	5-19	20-49	50-99	Petite (<100)	100-299	300-499	Moyenne (100-499)	Grande (500+)	
Commerce de détail	110 044	288 743	224 026	185 333	808 146	163 848	37 255	201 103	853 938	1 863 188
Hébergement et restauration	46 474	238 008	247 678	168 726	700 886	136 613	39 950	176 563	192 639	1 070 088
*Construction	143 153	226 369	142 362	79 983	591 867	82 826	21 631	104 457	97 886	794 209
*Fabrication	43 647	154 686	181 309	160 565	540 207	256 598	120 116	376 714	568 886	1 485 807
Services professionnels	137 378	151 414	94 211	60 076	443 079	77 740	36 559	114 299	187 206	744 584
Commerce de gros	53 238	139 416	114 129	81 935	388 718	106 926	38 578	145 504	200 829	735 052
Autres services	100 887	164 180	71 053	41 049	377 169	54 688	15 210	69 898	58 950	506 018
Administration, gestion des déchets	50 001	98 564	74 639	60 298	283 502	92 180	48 467	140 647	298 570	722 718
Santé ²	66 957	95 078	30 413	8 198	200 645	1 987	855	2 842	22 335	225 823
Transport et entreposage ²	41 536	58 193	44 750	36 334	180 813	42 842	18 218	61 060	308 192	550 065
Immobilier et location	42 618	53 639	32 464	21 603	150 324	25 277	11 182	36 459	55 768	242 552
Finance et assurances	29 477	42 360	35 467	30 398	137 702	49 706	22 165	71 871	461 816	671 389
Arts, divertissements et loisirs	14 822	37 429	36 295	27 364	115 910	33 998	10 026	44 024	89 308	249 242
Information et culture	10 583	21 423	19 261	16 155	67 422	29 916	10 302	40 218	212 677	320 316
Gestion de sociétés et d'entreprises	12 152	15 344	13 192	9 104	49 792	13 383	6 590	19 973	47 126	116 891
*Exploitation minière	9 126	14 277	10 977	9 505	43 885	19 250	11 140	30 390	105 766	180 041
*Foresterie	7 248	11 216	6 758	3 905	29 127	3 331	705	4 036	6 212	39 374
*Services publics ²	104	245	188	298	836	2 250	1 357	3 608	112 884	117 327
% - Services	75,4	77,9	77,5	75,2	74,6	76,4	69,5	65,6	68,4	77,0
% - Biens	24,6	22,1	22,5	24,8	25,4	23,6	30,5	34,4	31,6	23,0
Total de l'industrie	919 445	1 810 584	1 379 171	1 000 829	5 110 030	1 193 360	450 307	1 643 667	3 880 988	10 634 684

Sources : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH), avril 2010; calculs d'Industrie Canada. Les données sur les industries sont classées conformément au Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

* Les industries du secteur des biens représentent 23,0 % de l'emploi total dans le secteur privé et 25,4 % de l'emploi total dans les petites entreprises.

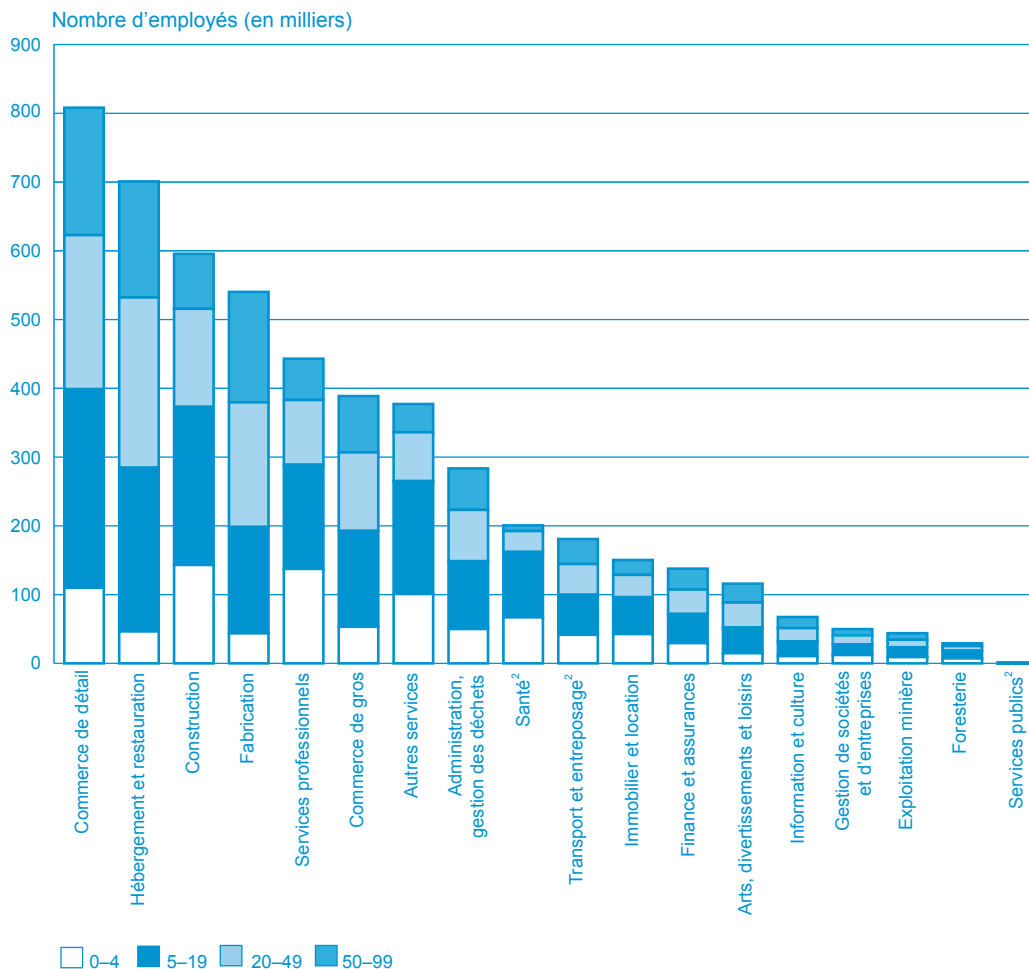
Note 1 : Les données de l'EERH excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent aucun salaire, ainsi que les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux et services militaires de défense. Les données sur l'emploi ventilées selon la taille de l'entreprise excluent aussi les entreprises non classifiées.

Note 2 : Outre les données exclues de l'EERH, les données présentées dans ce tableau excluent l'emploi dans l'administration publique, les services publics (eau, égouts et autres systèmes), les services postaux, le transport en commun, les services d'enseignement ainsi que les soins de santé assurés en établissement ou financés par le gouvernement. Elles incluent toutefois l'emploi à Radio-Canada, dans les cliniques privées (médecins, dentistes et autres professionnels de la santé) ainsi que chez les détaillants de bière et d'alcool. Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* d'Industrie Canada publie régulièrement des données similaires à celles du tableau 5, mais sans exclure l'emploi dans le secteur public. On peut obtenir une note technique d'information sur la séparation de l'emploi entre les secteurs public et privé en communiquant avec le **Service à la clientèle** (sbrp-rppe@ic.gc.ca).

Note 3 : Par convention, d'après la définition de Statistique Canada, le secteur des biens regroupe les codes 11 à 31-33 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), alors que celui des services regroupe les codes 41 à 91.



Figure 4 : Nombre d'employés dans le secteur privé, selon l'industrie et la taille de l'entreprise, 2009^{1, 2}



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH), avril 2010; calculs d'Industrie Canada. Les données sur les industries sont classées conformément au Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Note 1 : Les données de l'EERH excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent aucun salaire, ainsi que les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux et services militaires de défense. Les données sur l'emploi ventilées selon la taille de l'entreprise excluent aussi les entreprises non classifiées.

Note 2 : Outre les données exclues de l'EERH, les données présentées dans cette figure excluent l'emploi dans l'administration publique, les services publics (eau, égouts et autres systèmes), les services postaux, le transport en commun, les services d'enseignement ainsi que les soins de santé assurés en établissement ou financés par le gouvernement. Elles incluent toutefois l'emploi à Radio-Canada, dans les cliniques privées (médecins, dentistes et autres professionnels de la santé) ainsi que chez les détaillants de bière et d'alcool. Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* d'Industrie Canada publie régulièrement des données similaires à celles de la figure 4, mais sans exclure l'emploi dans le secteur public. On peut obtenir une note technique d'information sur la séparation de l'emploi entre les secteurs public et privé en communiquant avec le **Service à la clientèle** (sbrp-rppe@ic.gc.ca).



Combien d'emplois les petites entreprises créent-elles?

Les données permettant de répondre à cette question sont établies à partir de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH) de Statistique Canada et sont publiées régulièrement dans le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* d'Industrie Canada. Les données de l'EERH excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent aucun salaire. D'autres restrictions s'appliquent également (voir la section intitulée **Combien de personnes travaillent pour les petites entreprises?**). Comme les données historiques de 1996 à 2000 sur l'emploi sont présentées uniquement pour trois catégories de taille des entreprises (petites, moyennes et grandes), on calcule la création d'emplois estimative au cours de ces années pour les sept catégories d'effectif (incluant les quatre sous-catégories de petites entreprises) en utilisant les ratios pour répartir le niveau d'emploi annuel entre les différentes catégories de taille. Depuis 2000, Statistique Canada publie les données de l'EERH pour les sept catégories.

Le tableau 6 et la figure 5 illustrent la contribution relative des petites, moyennes et grandes entreprises à la variation nette sur 12 mois de l'emploi rémunéré dans le secteur privé entre 1999 et 2009. La contribution relative selon la taille a beaucoup varié au fil des ans. Pendant la période à l'étude, chacune des catégories a joué, à un moment donné, le rôle le plus important dans la création nette d'emplois au Canada. Pendant cinq années, soit de 2000 à 2002 ainsi qu'en 2008 et en 2009, ce sont les petites entreprises qui ont contribué le plus à la création nette d'emplois. Les grandes entreprises ont quant à elles créé le plus d'emplois en 1999 et de 2003 à 2007. L'année 2003 a été très particulière, car seules les petites entreprises comptant moins de 20 employés et les grandes entreprises ont créé des emplois, ce qui a faussé les contributions relatives à la création d'emplois. Entre 1999 et 2009, les petites entreprises ont créé en moyenne 37 % de tous les emplois dans le secteur privé.

Le tableau 7 et la figure 6 illustrent les variations sur 12 mois de l'emploi rémunéré, par trimestre, selon la taille de l'entreprise, entre le troisième trimestre de 2006 et le quatrième trimestre de 2009. Les entreprises du secteur privé ont contribué à la création d'emplois du troisième trimestre de 2006 au quatrième trimestre de 2008, mais elles ont perdu des emplois durant chaque trimestre de 2009. En 2007, le taux de création d'emplois a atteint environ 260 000 emplois par trimestre. Le nombre d'emplois créés a commencé à diminuer considérablement en 2008, pour devenir négatif en 2009.



Tableau 6 : Contribution en pourcentage à la variation nette de l'emploi rémunéré dans le secteur privé, selon la taille de l'entreprise (moyennes annuelles), de 1999 à 2009^{1, 2}

Année	Taille de l'entreprise selon le nombre d'employés (contribution en pourcentage)						
	0-4	5-19	20-49	50-99	Petite (<100)	Moyenne (100-499)	Grande (500+)
1999	4	-1	9	11	23	25	52
2000	4	18	17	11	50	15	34
2001	16	10	17	13	57	9	34
2002	-2	5	28	31	62	9	28
2003	80	142	-5	-185	32	-118	193
2004	-20	33	-11	5	7	0	93
2005	9	-9	4	8	11	15	74
2006	7	7	12	10	37	20	43
2007	-2	15	14	9	36	18	46
2008	7	14	16	15	52	9	39
2009	4	11	9	14	39	27	33

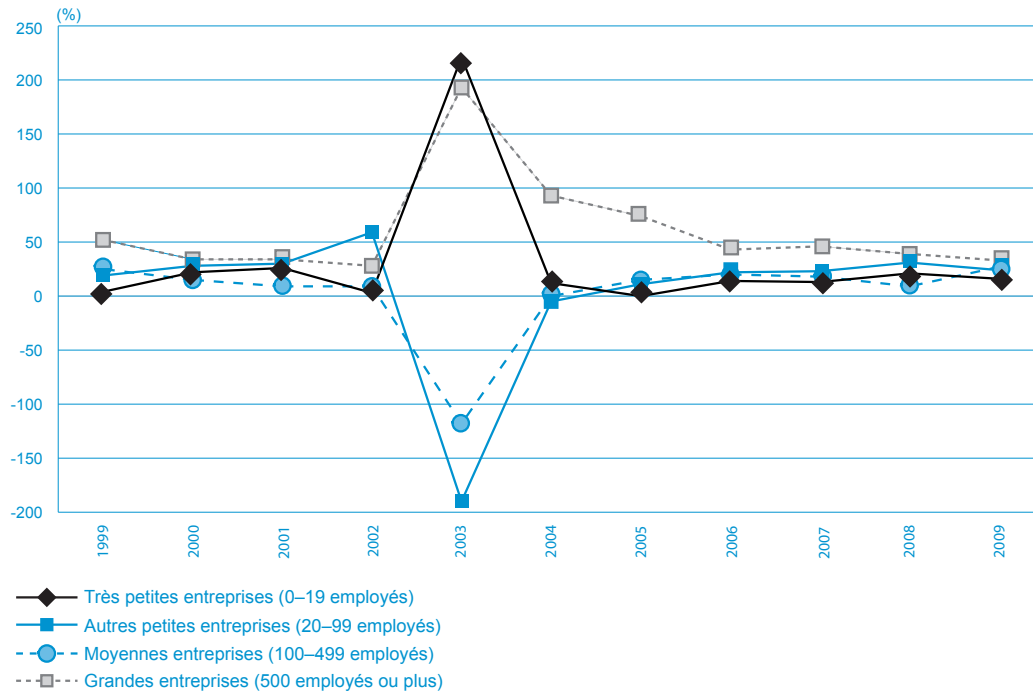
Sources : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH), avril 2010; calculs d'Industrie Canada. Les données historiques sont révisées fréquemment et disponibles selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) depuis 2000. Des mises à jour pour tous les secteurs de l'économie couverts par l'EERH sont régulièrement publiées dans le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* d'Industrie Canada.

Note 1 : Les données de l'EERH excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent aucun salaire ainsi que les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux, et services militaires de défense. Les données présentées dans ce tableau excluent aussi l'emploi dans l'administration publique, les services publics (eau, égouts et autres systèmes), les services postaux, le transport en commun, les services d'enseignement ainsi que les soins de santé assurés en établissement ou financés par le gouvernement. Elles incluent toutefois l'emploi à Radio-Canada, dans les cliniques privées (médecins, dentistes et autres professionnels de la santé) ainsi que chez les détaillants de bière et d'alcool.

Note 2 : Les écarts entre ces données et celles publiées dans les éditions précédentes de *Principales statistiques relatives aux petites entreprises* sont largement attribuables aux révisions des données historiques de l'EERH. Une faible proportion des écarts résulte des améliorations apportées à la méthode employée pour séparer les secteurs privé et public. On peut obtenir une note technique d'information sur la séparation de l'emploi entre les secteurs public et privé en communiquant avec le **Service à la clientèle** (sbrp-rppe@ic.gc.ca).



Figure 5 : Contribution en pourcentage à la variation nette de l'emploi rémunéré dans le secteur privé, selon la taille de l'entreprise, de 1999 à 2009



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH), avril 2010; calculs d'Industrie Canada. Les données historiques sont fréquemment révisées et disponibles selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) depuis 2000. Des mises à jour pour tous les secteurs de l'économie couverts par l'EERH sont régulièrement publiées dans le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* d'Industrie Canada.

En 2009, le nombre d'emplois perdus a augmenté rapidement, passant de 227 000 au premier trimestre à 470 000 au troisième trimestre. Entre le dernier trimestre de 2008 et le trimestre correspondant de 2009, on a observé une forte baisse dans le taux de création d'emplois (qui est passé de 20 000 emplois créés au quatrième trimestre de 2008 à 417 000 emplois perdus au trimestre correspondant de 2009). La baisse de la croissance du PIB a été un facteur à l'origine des pertes d'emplois tout au long de 2009, et ce, pour toutes les tailles d'entreprises.

Les petites entreprises ont perdu des emplois au cours de chaque période de 12 mois entre le premier et le quatrième trimestre de 2009. Les grandes entreprises ont perdu la plupart des emplois au quatrième trimestre de 2009, alors que les petites entreprises ont perdu le plus d'emplois au cours des trois trimestres précédents.

Parmi les sept catégories de taille, c'est dans les micro-entreprises que la création d'emplois a été la plus volatile. Les micro-entreprises ont perdu des emplois au cours de trois trimestres de 2007, au dernier trimestre de 2008 ainsi qu'au deuxième et au quatrième trimestres de 2009. C'est la seule catégorie d'entreprises qui ait créé des emplois au troisième trimestre de 2009, à savoir 12 000 emplois.



Tableau 7 : Variation nette sur 12 mois de l'emploi rémunéré dans le secteur privé, et contribution en pourcentage, par trimestre, selon la taille de l'entreprise, du troisième trimestre de 2006 au quatrième trimestre de 2009^{1, 2, 3}

Année et trimestre	Variation nette totale	Variation nette de l'emploi rémunéré dans le secteur privé, selon la taille de l'entreprise								
		0-4	5-19	20-49	50-99	Petite (<100)	100-299	300-499	Moyenne (100-499)	Grande (500+)
2006 T3	274 521	12 128	19 313	31 540	21 656	84 637	31 443	21 367	52 810	137 076
T4	294 236	30 303	356	39 696	31 722	102 077	31 551	27 422	58 973	133 184
2007 T1	241 416	-12 453	26 864	35 895	18 645	68 951	36 044	21 283	57 327	115 142
T2	229 204	-10 598	27 100	33 379	21 808	71 690	33 860	8 257	42 118	115 402
T3	297 243	4 620	49 143	39 659	28 966	122 389	39 088	9 546	48 634	126 227
T4	270 628	-6 166	52 939	36 520	25 921	109 213	32 229	9 684	41 914	119 501
2008 T1	201 454	13 604	37 218	29 842	27 709	108 373	7 799	8 110	15 909	77 177
T2	140 196	15 916	27 537	32 128	26 311	101 892	5 568	17 076	22 644	15 656
T3	131 530	8 300	3 011	20 904	23 978	56 194	-10 844	24 095	13 252	62 070
T4	20 268	-536	10 956	4 483	3 135	18 039	-17 031	8 512	-8 519	10 750
2009 T1	-226 908	-16 779	-28 771	-11 494	-33 919	-90 964	-52 553	-5 607	-58 160	-77 787
T2	-377 269	-43 998	-28 418	-39 046	-59 374	-170 836	-64 372	-39 498	-103 870	-102 562
T3	-469 568	11 772	-73 749	-54 704	-69 339	-186 021	-68 527	-52 555	-121 083	-162 461
T4	-417 253	-15 689	-31 375	-28 110	-48 432	-123 606	-72 127	-43 082	-115 209	-178 438
% de la contribution à la variation de l'emploi dans le secteur privé, selon la taille de l'entreprise										
2006 T3	100	4,4	7,0	11,5	7,9	30,8	11,5	7,8	19,2	49,9
T4	100	10,3	0,1	13,5	10,8	34,7	10,7	9,3	20,0	45,3
2007 T1	100	-5,2	11,1	14,9	7,7	28,6	14,9	8,8	23,7	47,7
T2	100	-4,6	11,8	14,6	9,5	31,3	14,8	3,6	18,4	50,3
T3	100	1,6	16,5	13,3	9,7	41,2	13,2	3,2	16,4	42,5
T4	100	-2,3	19,6	13,5	9,6	40,4	11,9	3,6	15,5	44,2
2008 T1	100	6,8	18,5	14,8	13,8	53,8	3,9	4,0	7,9	38,3
T2	100	11,4	19,6	22,9	18,8	72,7	4,0	12,2	16,2	11,2
T3	100	6,3	2,3	15,9	18,2	42,7	-8,2	18,3	10,1	47,2
T4	100	-2,6	54,1	22,1	15,5	89,0	-84,0	42,0	-42,0	53,0
2009 T1	100	7,4	12,7	5,1	14,9	40,1	23,2	2,5	25,6	34,3
T2	100	11,7	7,5	10,3	15,7	45,3	17,1	10,5	27,5	27,2
T3	100	-2,5	15,7	11,6	14,8	39,6	14,6	11,2	25,8	34,6
T4	100	3,8	7,5	6,7	11,6	29,6	17,3	10,3	27,6	42,8

Sources : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH), avril 2010; calculs d'Industrie Canada.

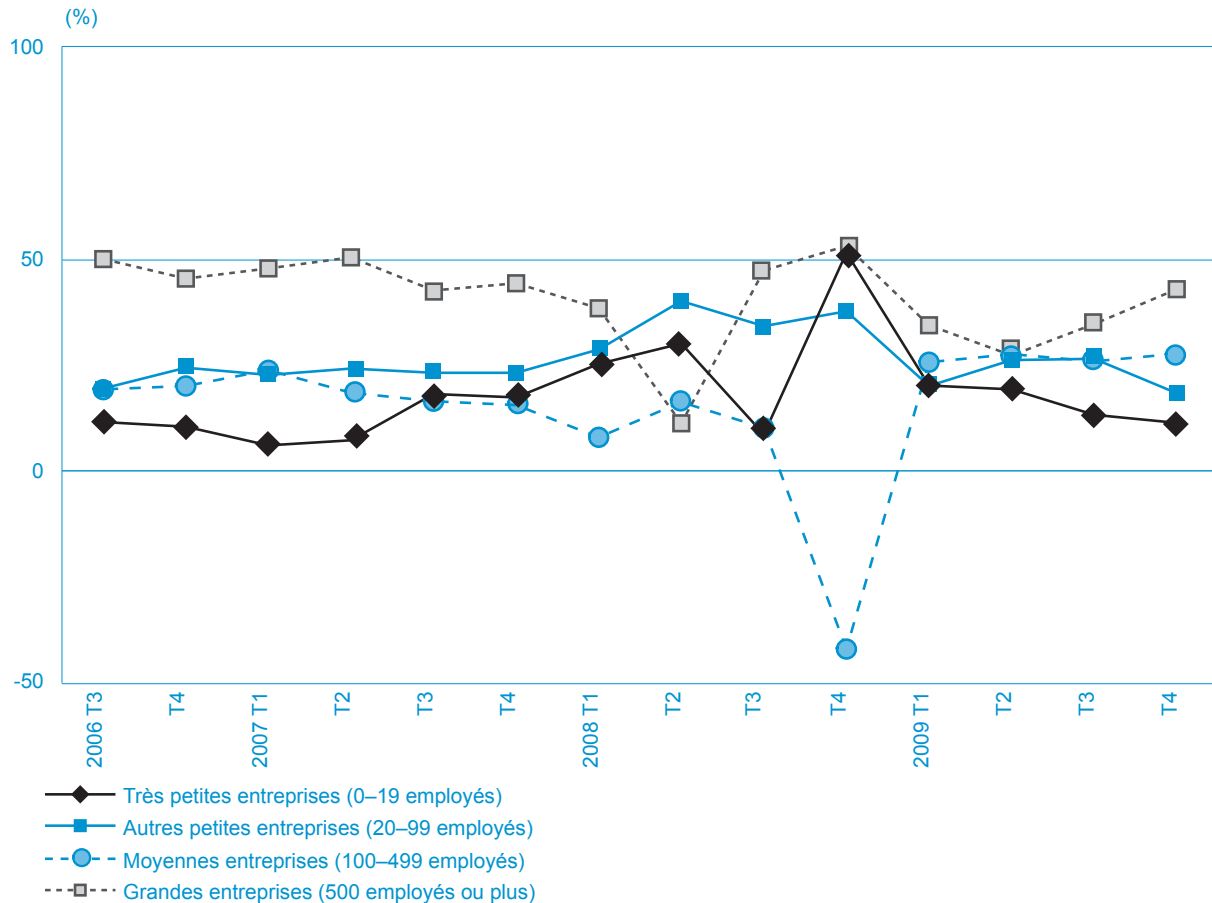
Note 1 : Les données de l'EERH excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent aucun salaire ainsi que les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux, et services militaires de défense. Les données présentées dans ce tableau excluent aussi l'emploi dans l'administration publique, les services publics (eau, égouts et autres systèmes), les services postaux, le transport en commun, les services d'enseignement ainsi que les soins de santé assurés en établissement ou financés par le gouvernement. Elles incluent toutefois l'emploi à Radio-Canada, dans les cliniques privées (médecins, dentistes et autres professionnels de la santé) ainsi que chez les détaillants de bière et d'alcool.

Note 2 : Les écarts entre ces données et celles publiées dans les éditions précédentes de *Principales statistiques relatives aux petites entreprises* sont principalement attribuables aux révisions des données historiques de l'EERH. Une faible proportion des écarts résulte des améliorations apportées à la méthode employée pour séparer les secteurs privé et public. On peut obtenir une note technique d'information sur la séparation de l'emploi entre les secteurs public et privé en communiquant avec le **Service à la clientèle** (sbrp-rppe@ic.gc.ca).

Note 3 : Les faibles écarts entre la variation nette totale de l'emploi et la somme des variations par catégorie d'effectif sont principalement attribuables aux écarts entre les données agrégées et la somme des données désagrégées.



Figure 6 : Contribution en pourcentage à la variation nette sur 12 mois de l'emploi rémunéré dans le secteur privé, par trimestre, selon la taille de l'entreprise, du troisième trimestre de 2006 au quatrième trimestre de 2009^{1, 2}



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH), avril 2010; calculs d'Industrie Canada.

Note 1 : Les données de l'EERH excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent aucun salaire ainsi que les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux et services militaires de défense. Les données présentées dans cette figure excluent aussi l'emploi dans l'administration publique, les services publics (eau, égouts et autres systèmes), les services postaux, le transport en commun, les services d'enseignement ainsi que les soins de santé assurés en établissement ou financés par le gouvernement. Elles incluent toutefois l'emploi à Radio-Canada, dans les cliniques privées (médecins, dentistes et autres professionnels de la santé) ainsi que chez les détaillants de bière et d'alcool.

Note 2 : Les écarts entre ces données et celles publiées dans les éditions précédentes de *Principales statistiques relatives aux petites entreprises* sont principalement attribuables aux révisions des données historiques de l'EERH. Une faible proportion des écarts résulte des améliorations apportées à la méthode employée pour séparer les secteurs privé et public. On peut obtenir une note technique d'information sur la séparation de l'emploi entre les secteurs public et privé en communiquant avec le **Service à la clientèle** (sbrp-rppe@ic.gc.ca).



Combien les employés des petites entreprises gagnent-ils?

Dans son *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH), Statistique Canada publie les revenus hebdomadaires moyens des employés au niveau des entreprises à partir des données hebdomadaires sur les salaires. Ces données comprennent le salaire brut ainsi que les heures supplémentaires et les primes, les commissions et tout autre paiement spécial, avant les principales déductions à la source comme l'impôt et les cotisations à l'assurance-emploi, mais elles excluent les indemnités et avantages imposables, ainsi que les cotisations de l'employeur à l'assurance-emploi, aux régimes de retraite et à d'autres régimes sociaux. On obtient les revenus hebdomadaires moyens en divisant le total des salaires hebdomadaires par le nombre d'emplois rémunérés (voir la section intitulée **Combien de personnes travaillent pour les petites entreprises?**). Les données de l'EERH excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent aucun salaire ainsi que les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux et services militaires de défense. Les données présentées ci-dessous excluent également l'emploi dans l'administration publique, les services publics (eau, égouts et autres systèmes), les services postaux, le transport en commun, les services d'enseignement ainsi que les services de santé assurés en établissement ou financés par le gouvernement. Elles incluent toutefois l'emploi à Radio-Canada, dans les cliniques privées (médecins, dentistes et autres professionnels de la santé) ainsi que chez les détaillants de bière et d'alcool.

En 2009, un travailleur du secteur privé au Canada gagnait en moyenne environ 799 \$ par semaine (voir le tableau 8 et la figure 7). En général, on observe une corrélation positive entre les revenus hebdomadaires des employés et la taille de l'entreprise : les employés des petites entreprises (moins de 100 employés) gagnaient en moyenne 723 \$ par semaine, soit un salaire inférieur à la moyenne, alors que ceux au service des entreprises moyennes (entre 100 et 499 employés) ou des grandes entreprises (500 employés ou plus) gagnaient respectivement 802 \$ et 874 \$ par semaine, soit un salaire supérieur à la moyenne. Les employés des micro-entreprises du secteur des services touchaient les revenus hebdomadaires les plus élevés parmi toutes les petites entreprises de ce secteur, soit 736 \$. Cette situation peut s'expliquer par le fait que l'emploi dans les autres petites entreprises de ce secteur est concentré dans les trois industries qui paient le moins, à savoir le commerce de détail, l'hébergement et la restauration, ainsi que les arts, les divertissements et les loisirs.

En 2009, les employés du secteur des biens gagnaient en moyenne 326 \$ de plus par semaine que ceux du secteur des services. L'écart de revenu entre les deux secteurs était le plus important dans la catégorie des grandes entreprises, où il atteignait environ 492 \$ par semaine, soit une différence de 25 584 \$ en moyenne par année. Toutefois, comme les employés du secteur des biens consacraient davantage d'heures à leur travail, l'écart serait moins grand si on l'envisageait sous l'angle du taux horaire de rémunération.



Tableau 8 : Revenus hebdomadaires moyens, selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés) dans le secteur privé, 2009^{1, 2}

Nombre d'employés	Ensemble du secteur privé	Secteur des biens ²	Secteur des services ²
0-4	750 \$	802 \$	736 \$
5-19	693 \$	873 \$	641 \$
20-49	731 \$	952 \$	659 \$
50-99	742 \$	948 \$	672 \$
<i>Petites entreprises (moins de 100)</i>	723 \$	899 \$	669 \$
100-299	815 \$	1 010 \$	729 \$
300-499	766 \$	831 \$	733 \$
<i>Moyennes entreprises (100-499)</i>	802 \$	957 \$	730 \$
<i>Grandes entreprises (500 ou plus)</i>	874 \$	1 253 \$	761 \$
Moyenne	799 \$	1 045 \$	719 \$

Sources : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH), avril 2010; calculs d'Industrie Canada.

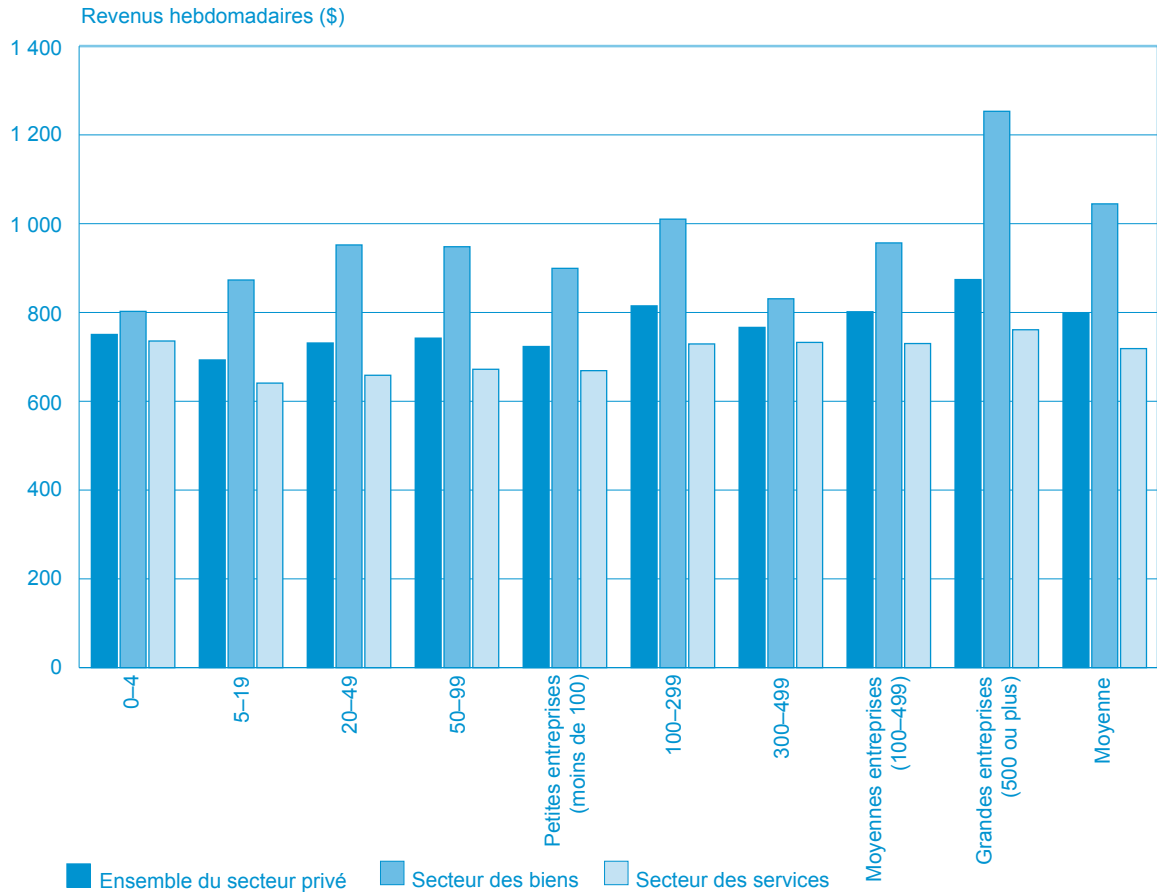
Note 1 : Les données de l'EERH excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent aucun salaire ainsi que les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux, et services militaires de défense. Les données présentées dans cette figure excluent aussi l'emploi dans l'administration publique, les services publics (eau, égouts et autres systèmes), les services postaux, le transport en commun, les services d'enseignement ainsi que les soins de santé assurés en établissement ou financés par le gouvernement. Elles incluent toutefois l'emploi à Radio-Canada, dans les cliniques privées (médecins, dentistes et autres professionnels de la santé) ainsi que chez les détaillants de bière et d'alcool. On peut obtenir une note technique d'information sur la séparation de l'emploi entre les secteurs public et privé en communiquant avec le **Service à la clientèle** (sbrp-rppe@ic.gc.ca).

Note 2 : Par convention, d'après la définition de Statistique Canada, le secteur des biens regroupe les codes 11 à 31-33 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), alors que celui des services regroupe les codes 41 à 91.





Figure 7 : Revenus hebdomadaires moyens dans le secteur des biens et celui des services, selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés) dans le secteur privé, 2009^{1,2}



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH), avril 2010; calculs d'Industrie Canada.

Note 1 : Les données de l'EERH excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent aucun salaire ainsi que les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux, et services militaires de défense. Les données présentées dans cette figure excluent aussi l'emploi dans l'administration publique, les services publics (eau, égouts et autres systèmes), les services postaux, le transport en commun, les services d'enseignement ainsi que les soins de santé assurés en établissement ou financés par le gouvernement. Elles incluent toutefois l'emploi à Radio-Canada, dans les cliniques privées (médecins, dentistes et autres professionnels de la santé) ainsi que chez les détaillants de bière et d'alcool. On peut obtenir une note technique d'information sur la séparation de l'emploi entre les secteurs public et privé en communiquant avec le **Service à la clientèle** (sbrp-rppe@ic.gc.ca).

Note 2 : Par convention, d'après la définition de Statistique Canada, le secteur des biens regroupe les codes 11 à 31-33 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), alors que celui des services regroupe les codes 41 à 91.



Quelle est la contribution des petites entreprises au produit intérieur brut du Canada?

Le produit intérieur brut (PIB) est une importante mesure de la production économique. Il peut servir à comparer les valeurs ajoutées par deux secteurs différents, c'est-à-dire la valeur qu'un secteur ajoute aux intrants qu'il utilise en menant ses activités. Comme le PIB mesure la valeur ajoutée sans double compte, on considère qu'il est plus utile pour évaluer la performance économique que d'autres variables, par exemple le chiffre d'affaires, le nombre d'entreprises ou même l'emploi.

On ne possède pas de données sur le PIB selon la taille de l'entreprise, mais le service statistique du gouvernement de la Colombie-Britannique (BC Stats) a mis au point une méthode permettant de déterminer la contribution des petites entreprises au PIB selon la province en utilisant l'approche fondée sur le revenu du système de comptabilité nationale⁵. Le tableau 9 indique la contribution, en pourcentage, des petites entreprises au PIB pour le Canada et chaque province, de 2000 à 2008.

Selon la définition adoptée par BC Stats, les petites entreprises sont seulement celles comptant moins de 50 employés ou exploitées par un travailleur indépendant qui n'a aucun employé rémunéré. D'après cette définition, on estime que les petites entreprises étaient à l'origine d'environ 29 % du PIB du Canada en 2008. Ce pourcentage varie entre 18 % à Terre-Neuve-et-Labrador et 34 % en Colombie-Britannique. Entre 2000 et 2008, la contribution des petites entreprises au PIB s'est légèrement accrue au niveau national, passant de 26 % à 29 %. Dans les provinces de l'Atlantique (sauf à l'Île-du-Prince-Édouard), ainsi qu'en Ontario et au Manitoba, elle est demeurée assez stable tandis qu'elle a augmenté au Québec, en Saskatchewan et en Alberta. C'est en Colombie-Britannique que l'on a observé la plus grande augmentation, la contribution au PIB se chiffrant à 28 % en 2000 et à 34 % en 2008. La contribution au PIB a subi la plus forte baisse à l'Île-du-Prince-Édouard, où elle est passée de 34 % en 2000 à 29 % en 2008.

⁵ On peut obtenir une note d'information qui décrit la méthode de manière assez détaillée en communiquant avec le **Service à la clientèle** (sbrp-rppe@ic.gc.ca).



Tableau 9 : Contribution des petites entreprises au PIB, selon la province, de 2000 à 2008^{1, 2}

Province	Contribution au PIB (en pourcentage)								
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Terre-Neuve-et-Labrador	20	20	19	18	21	19	19	18	18
Île-du-Prince-Édouard	34	33	32	29	31	30	30	29	29
Nouvelle-Écosse	26	26	26	25	26	25	25	26	25
Nouveau-Brunswick	23	24	25	23	25	25	24	25	25
Québec	27	27	27	27	29	30	30	30	31
Ontario	25	25	24	23	24	25	26	26	27
Manitoba	24	24	23	24	25	25	26	26	26
Saskatchewan	26	26	26	24	29	29	30	32	33
Alberta	25	26	28	26	26	27	29	31	31
Colombie-Britannique	28	29	28	29	33	33	33	34	34
Canada	26	26	26	25	27	28	28	29	29

Source : Service statistique de la Colombie-Britannique.

Note 1 : Dans ces données, les petites entreprises sont celles comptant moins de 50 employés ou exploitées par un travailleur indépendant qui n'a aucun employé rémunéré.

Note 2 : Les écarts entre ces données et celles publiées dans les éditions précédentes de *Principales statistiques relatives aux petites entreprises* sont attribuables aux changements apportés aux données sous-jacentes sur lesquelles reposent les chiffres ainsi qu'au peaufinement de la méthode utilisée pour établir les estimations.



Qu'entend-on par « travailleur indépendant »?

Les travailleurs indépendants sont des personnes qui tirent directement leur revenu de l'exploitation de leur entreprise ou de l'exercice de leur métier ou de leur profession, au lieu de recevoir un salaire d'un employeur. Selon la définition de Statistique Canada, la catégorie des travailleurs indépendants comprend les propriétaires actifs d'une entreprise constituée ou non en société, les personnes travaillant à leur compte sans avoir d'entreprise, ainsi que les travailleurs au service d'une entreprise familiale qui ne leur verse pas de salaire.

Combien y a-t-il de travailleurs indépendants?

En 2009, on comptait 2,7 millions de travailleurs indépendants, soit environ 16 % des travailleurs occupant un emploi dans l'économie canadienne (voir le tableau 10). Leur nombre a atteint un sommet de 2,75 millions au quatrième trimestre de 2009, puis a baissé légèrement pour s'établir à 2,67 millions au premier trimestre de 2010. Au cours des dix dernières années, le nombre de travailleurs indépendants a augmenté de 11 %, tandis que le taux de croissance de la main-d'œuvre globale s'élevait à 17 %. Un peu plus du tiers des travailleurs indépendants sont des femmes. La proportion de travailleuses indépendantes a augmenté de façon assez régulière entre 1976 et 1998, passant de 26 % à 36 %, et elle se maintient autour de 35 % depuis 1999.

Le tableau 11 répartit les travailleurs indépendants en cinq catégories pour la période allant de 1999 à 2009. En moyenne, en 2009, 68 % des 2,7 millions de travailleurs indépendants n'avaient aucune aide rémunérée, 31 % avaient une aide rémunérée et 1 % étaient des travailleurs familiaux non rémunérés. Il est possible d'établir des sous-catégories de travailleurs indépendants selon que leur entreprise⁶ est constituée en société ou non. Parmi les travailleurs indépendants sans aide rémunérée, 1,3 million ou 73 % avaient une entreprise non constituée en société en 2009. Cette catégorie regroupe près de la moitié des travailleurs indépendants du Canada. Dans la catégorie des travailleurs indépendants ayant une aide rémunérée, 72 % avaient une entreprise constituée en société. Par conséquent, ces derniers privilégient la constitution en société, alors que la plupart des travailleurs indépendants n'ayant pas d'aide rémunérée avaient en grande partie des entreprises non constituées en société.

⁶ L'expression « entreprise constituée en société » renvoie à une personne morale, mais ce n'est pas nécessairement le cas lorsque l'on parle d'une « entreprise non constituée en société ». Selon la définition de l'*Enquête sur la population active* (EPA) de Statistique Canada, les travailleurs indépendants englobent également les propriétaires actifs d'une entreprise, d'une exploitation agricole ou d'un bureau professionnel non constitué en société, ainsi que les travailleurs indépendants qui n'ont pas d'entreprise (gardienne d'enfants, livreurs de journaux, etc.).



Tableau 10 : Nombre total de travailleurs indépendants (en milliers) selon le sexe, l'année et le trimestre, de 1999 à 2010^{1, 2}

Année et trimestre	Nombre total de travailleurs indépendants	Travail indépendant en % de l'emploi total	Travailleurs indépendants du sexe masculin	% du total	Travailleuses indépendantes	% du total
1999	2 433,0	16,9	1582,8	65	850,2	35
2000	2 373,7	16,1	1538,7	65	835,1	35
2001	2 276,7	15,2	1503,3	66	773,4	34
2002	2 314,5	15,1	1499,7	65	814,7	35
2003	2 401,8	15,3	1571,1	65	830,7	35
2004	2 453,4	15,4	1614,5	66	838,9	34
2005	2 511,6	15,5	1645,6	66	866,0	34
2006	2 498,0	15,2	1621,4	65	876,6	35
2007	2 615,0	15,5	1703,2	65	911,9	35
2008	2 629,6	15,4	1719,7	65	909,9	35
2009	2 701,7	16,0	1742,3	64	959,4	36
2006 T1	2 508,3	15,6	1640,2	65	868,1	35
T2	2 491,7	15,0	1611,2	65	880,5	35
T3	2 491,8	14,9	1609,2	65	882,6	35
T4	2 500,1	15,1	1625,1	65	875,1	35
2007 T1	2 539,9	15,5	1656,0	65	884,0	35
T2	2 637,2	15,6	1721,6	65	915,5	35
T3	2 651,2	15,5	1719,9	65	931,3	35
T4	2 631,8	15,5	1715,0	65	916,8	35
2008 T1	2 592,6	15,4	1703,4	66	889,2	34
T2	2 622,5	15,2	1705,1	65	917,4	35
T3	2 646,4	15,3	1742,7	66	903,7	34
Q4	2 657,0	15,3	1727,7	65	929,4	35
2009 T1	2 632,5	15,9	1710,9	65	921,6	35
T2	2 685,3	15,9	1730,7	64	954,6	36
T3	2 743,0	16,1	1768,3	64	974,7	36
T4	2 746,0	16,3	1759,3	64	986,8	36
2010 T1	2 674,3	16,1	1718,6	64	955,7	36

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, avril 2010.

Note 1 : Il est possible que la somme des colonnes des travailleurs indépendants du sexe masculin et des travailleuses indépendantes ne soit pas égale au total, car les chiffres ont été arrondis.

Note 2 : Les écarts entre ces données et celles publiées dans les éditions précédentes de *Principales statistiques relatives aux petites entreprises* sont attribuables aux révisions des données de l'Enquête sur la population active.



Tableau 11 : Nombre annuel moyen de travailleurs indépendants (en milliers) selon la catégorie d'entreprise, de 1999 à 2009 et taux de croissance annuel moyen (en pourcentage), de 1979 à 2009¹

Année	Total	Avec aide rémunérée			Sans aide rémunérée			Travailleurs familiaux non rémunérés
		Total	Entreprises constituées en société	Entreprises non constituées en société	Total	Entreprises constituées en société	Entreprises non constituées en société	
1999	2 433,0	825,5	532,9	292,6	1562,7	276,8	1285,9	44,8
2000	2 373,7	815,6	519,8	295,8	1516,5	292,0	1224,5	41,6
2001	2 276,7	787,1	495,3	291,8	1457,2	304,2	1153,0	32,4
2002	2 314,4	781,1	497,2	283,9	1500,8	323,2	1177,6	32,5
2003	2 401,8	796,2	513,1	283,1	1571,6	355,3	1216,3	34,0
2004	2 453,5	835,3	559,4	275,9	1588,5	384,6	1203,9	29,7
2005	2 511,5	863,8	590,4	273,4	1622,1	400,3	1221,8	25,6
2006	2 498,1	847,9	584,9	263,0	1621,9	407,9	1214,0	28,3
2007	2 615,0	855,5	594,8	260,7	1734,2	448,7	1285,5	25,3
2008	2 629,7	861,3	603,8	257,5	1743,1	469,1	1274,0	25,3
2009	2 701,6	850,6	612,2	238,4	1829,6	485,2	1344,4	21,4
Taux de croissance annuel moyen, de 1979 à 2009								
1979-1989	2,8 %	4,1 %	5,6 %	2,4 %	2,9 %	7,7 %	2,4 %	-5,3 %
1989-1999	2,8 %	0,4 %	1,2 %	-1,0 %	4,8 %	8,6 %	4,1 %	-4,2 %
1999-2009	1,0 %	0,3 %	1,3 %	-1,8 %	1,4 %	5,2 %	0,4 %	-6,5 %
1979-2009	2,3 %	1,7 %	2,8 %	-0,2 %	3,2 %	7,6 %	2,4 %	-5,6 %

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, avril 2010.

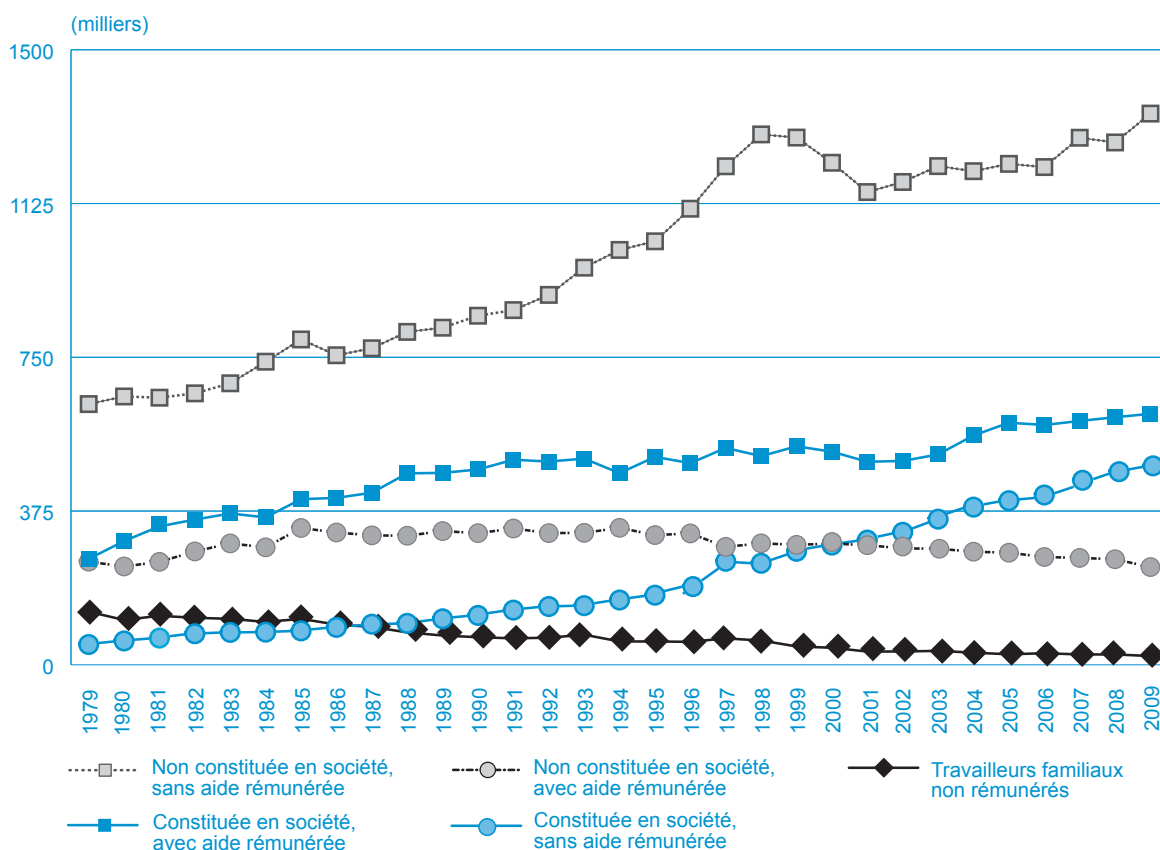
Note 1 : Les écarts entre ces données et celles publiées dans les éditions précédentes de *Principales statistiques relatives aux petites entreprises* sont attribuables aux révisions des données de l'*Enquête sur la population active*.

Au cours des dix dernières années, le nombre de travailleurs indépendants ayant une entreprise constituée en société a augmenté au rythme de 2,8 % par an en moyenne (données non présentées), comparativement à 1,0 % pour l'ensemble des travailleurs indépendants. Toutefois, on a observé un écart marqué au chapitre de la croissance des entreprises constituées en société selon qu'elles avaient ou non une aide rémunérée : celles ayant une aide rémunérée ont affiché en moyenne une croissance de 1,3 % par an entre 1999 et 2009, alors que celles sans aide rémunérée ont enregistré une croissance rapide durant cette période, progressant en moyenne de 5,2 % par an.

Comme le montre le tableau 11, le nombre total de travailleurs indépendants au Canada a augmenté au taux annuel de 2,3 % entre 1979 et 2009 mais, comme le montre la figure 8, les différentes catégories de travailleurs indépendants ont enregistré un taux de croissance légèrement différent au cours de cette période. Par exemple, au cours des deux dernières décennies, on a observé une croissance négative dans la catégorie des travailleurs indépendants ayant une entreprise non constituée en société avec aide rémunérée. Pour ce groupe, la croissance moyenne annuelle pour l'ensemble de la période était de -0,2 %.



Figure 8 : Travailleurs indépendants (en milliers), selon la catégorie d'entreprise, de 1979 à 2009



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, avril 2010.

La croissance la plus forte pour les travailleurs indépendants sans aide rémunérée a été enregistrée entre 1989 et 1999 (4,8 %). Pour ceux ayant une aide rémunérée, la croissance la plus marquée s'est produite entre 1979 et 1989 (4,1 %).

La catégorie des travailleurs indépendants possédant une entreprise constituée en société a affiché les taux de croissance les plus élevés entre 1979 et 2009, soit 7,6 % dans le cas des entreprises sans aide rémunérée et 2,8 % dans celui des entreprises ayant une aide rémunérée. La catégorie des travailleurs indépendants possédant une entreprise non constituée en société sans aide rémunérée a aussi enregistré une progression relative (2,4 %).

Enfin, les travailleurs indépendants possédant une entreprise non constituée en société avec aide rémunérée et les travailleurs familiaux non rémunérés ont eu un taux de croissance inférieur à la moyenne de 2,3 % (respectivement -0,2 % et -5,6 %), ce qui a fait diminuer leur importance relative parmi les travailleurs indépendants.



Dans quelle mesure le travail indépendant contribue-t-il à la création d'emplois?

En général, la tendance à la hausse du travail indépendant a soutenu la croissance de l'emploi global. La contribution positive à la croissance nette de l'emploi dans le secteur privé a varié entre 9 % et 40 % par an entre 1999 et 2009 (voir le tableau 12)⁷. Le nombre de travailleurs indépendants a chuté en 2006; il s'agit de la quatrième fois seulement que leur nombre a diminué entre 1979 et 2009 (voir la figure 9). Les trois autres années étaient 1986, 2000 et 2001. En 1982, en 1991, en 1992 et en 2009, le travail indépendant a progressé, tandis que l'emploi global enregistrait une croissance négative en raison des récessions économiques. Fait intéressant, c'est à la fin de ces récessions, soit en 1983 et en 1993, que l'on a observé les deux augmentations les plus importantes du nombre de travailleurs indépendants en proportion de la variation totale de l'emploi dans le secteur privé (167 % en 1983 et 125 % en 1993). Ce phénomène s'explique par le fait que lorsque le marché de l'emploi se resserre, les gens qui ne peuvent trouver un emploi leur convenant ont tendance à se lancer à leur compte.

Tableau 12 : Variation nette totale de l'emploi chez les employés du secteur privé et les travailleurs indépendants, sur 12 mois, de 1999 à 2009^{1, 2, 3}

Année	Variation nette totale de l'emploi dans le secteur privé (en milliers)	Employés du secteur privé		Travailleurs indépendants	
		Variation nette (en milliers)	% de la variation totale de l'emploi dans le secteur privé	Variation nette (en milliers)	% de la variation totale de l'emploi dans le secteur privé
1999	299,8	272,5	91	27,3	9
2000	258,8	318,0	123	-59,2	-23
2001	138,3	235,4	170	-97,1	-70
2002	298,9	261,1	87	37,8	13
2003	315,0	227,6	72	87,3	28
2004	186,2	134,7	72	51,5	28
2005	144,1	85,9	60	58,2	40
2006	240,0	253,6	106	-13,6	-6
2007	297,3	180,2	61	117,1	39
2008	117,7	103,1	88	14,6	12
2009	-264,6	-336,6	-127	72,1	27

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, avril 2010.

Note 1 : (-) indique une contribution négative à la variation nette totale de l'emploi.

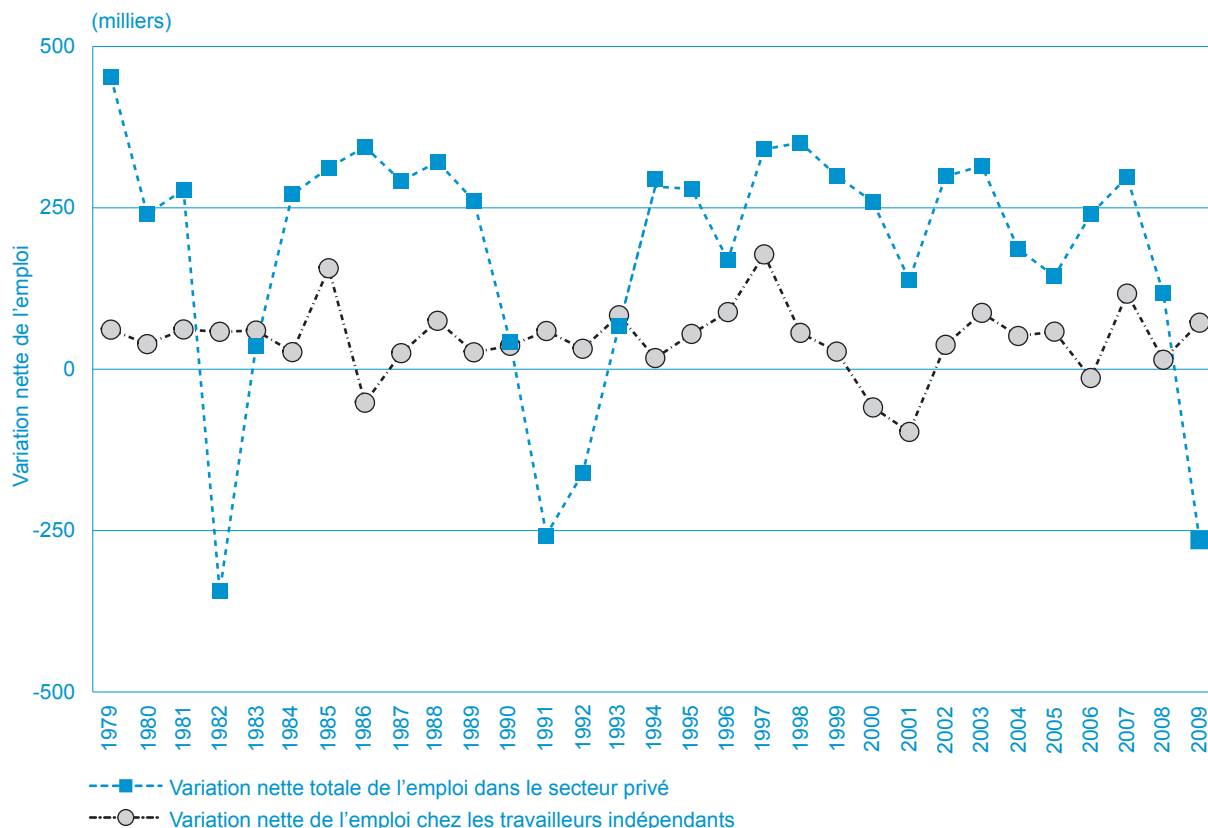
Note 2 : Il est possible que la somme des colonnes « variation nette » ne soit pas égale à la « variation nette totale », car les chiffres ont été arrondis.

Note 3 : Les écarts entre ces données et celles publiées dans les éditions précédentes de *Principales statistiques relatives aux petites entreprises* sont attribuables aux révisions des données de l'*Enquête sur la population active*.

⁷ Au tableau 12, l'emploi dans le secteur privé représente le nombre total de travailleurs indépendants et d'employés du secteur privé, quelle que soit la taille de l'entreprise. La définition de l'expression « employé du secteur privé » utilisée dans l'*Enquête sur la population active* et dans le tableau 12 ne correspond pas exactement à celle utilisée dans les données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (tableaux 5 à 7), mais les différences entre les deux définitions sont minimales.



Figure 9 : Variation nette totale de l'emploi dans le secteur privé et chez les travailleurs indépendants (en milliers), sur 12 mois, de 1979 à 2009



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, avril 2010.

Les travailleurs indépendants consacrent-ils davantage d'heures à leur travail que les employés?

Les données montrent clairement que les travailleurs indépendants consacrent davantage d'heures à leur travail que les employés et ce, depuis au moins 1989. En 2009, les travailleurs indépendants ont consacré en moyenne 40,1 heures par semaine à leur travail, comparativement à 35,2 heures pour les employés. L'écart entre les deux groupes est encore plus marqué si l'on observe les personnes qui ont généralement travaillé plus de 50 heures par semaine en 2009 : 32 % pour les travailleurs indépendants comparativement à moins de 4 % pour les employés (voir la figure 10). De toute évidence, les travailleurs indépendants consacrent de façon générale plus de temps à leur travail que les employés.

En ce qui concerne la proportion de personnes travaillant à temps partiel (moins de 30 heures par semaine), les résultats sont très similaires pour les deux groupes en 2009 : 22,6 % pour les travailleurs indépendants et 18,5 % pour les employés.



Ces écarts entre les travailleurs indépendants et les employés ont persisté tout au long de la période allant de 1989 à 2009, mais la tendance des travailleurs indépendants à travailler plus de 50 heures par semaine a légèrement diminué depuis 1999. De plus, on observe un léger changement dans la proportion des personnes qui travaillent à temps partiel, tant du côté des travailleurs indépendants que des employés.

Comme l'illustre la figure 11, il existe également d'importantes différences entre les hommes et les femmes sur le plan des heures de travail hebdomadaires habituelles : les hommes sont plus nombreux à consacrer beaucoup d'heures à leur travail, alors que les femmes sont plus nombreuses à travailler à temps partiel. En moyenne, les travailleurs indépendants du sexe masculin ont travaillé 43,8 heures par semaine en 2009, comparativement à seulement 33,3 heures pour leurs homologues du sexe féminin. En outre, 38 % des travailleurs indépendants du sexe masculin ont travaillé plus de 50 heures en 2009, comparativement à seulement 20,0 % des travailleuses indépendantes. On observe la même tendance chez les employés, mais à des niveaux nettement moins élevés : 6,3 % des hommes ont travaillé plus de 50 heures par semaine en 2009, comparativement à seulement 1,6 % des femmes.

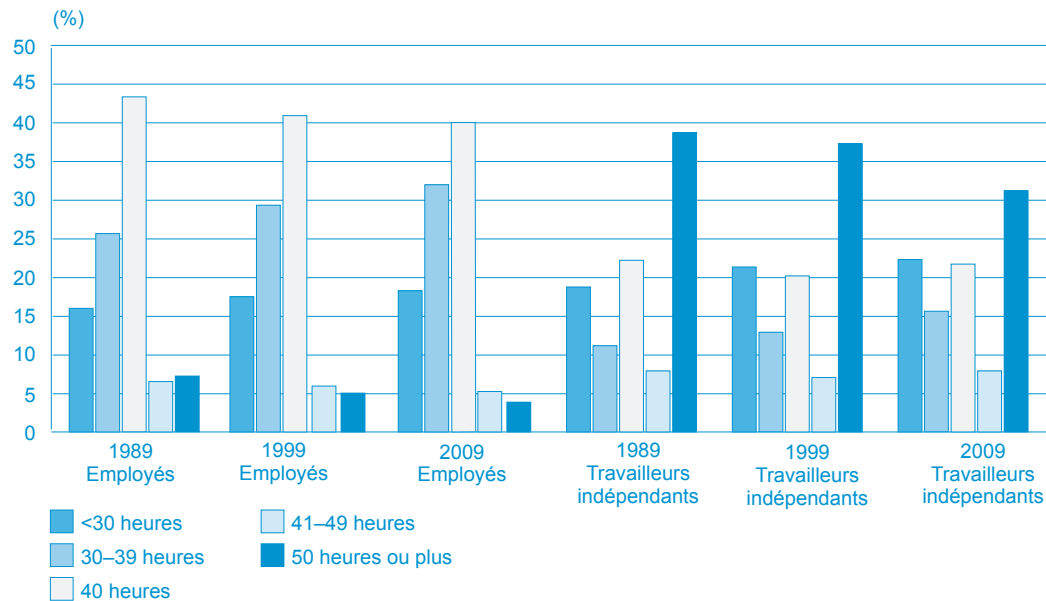
Les femmes sont plus susceptibles de travailler à temps partiel, qu'elles soient travailleuses indépendantes ou employées. Parmi les travailleurs indépendants, 37,9 % des femmes travaillaient à temps partiel (moins de 30 heures) en 2009, comparativement à 14,2 % des hommes. Parmi les employés, la proportion de femmes travaillant à temps partiel en 2009 était de 25,4 %, contre 11,4 % pour les hommes.

Nota : Pour obtenir de plus amples renseignements sur le travail indépendant, veuillez vous reporter à l'édition de janvier 2009 de *Principales statistiques relatives aux petites entreprises* et en particulier à la section **Quelles sont les caractéristiques des travailleurs indépendants?**



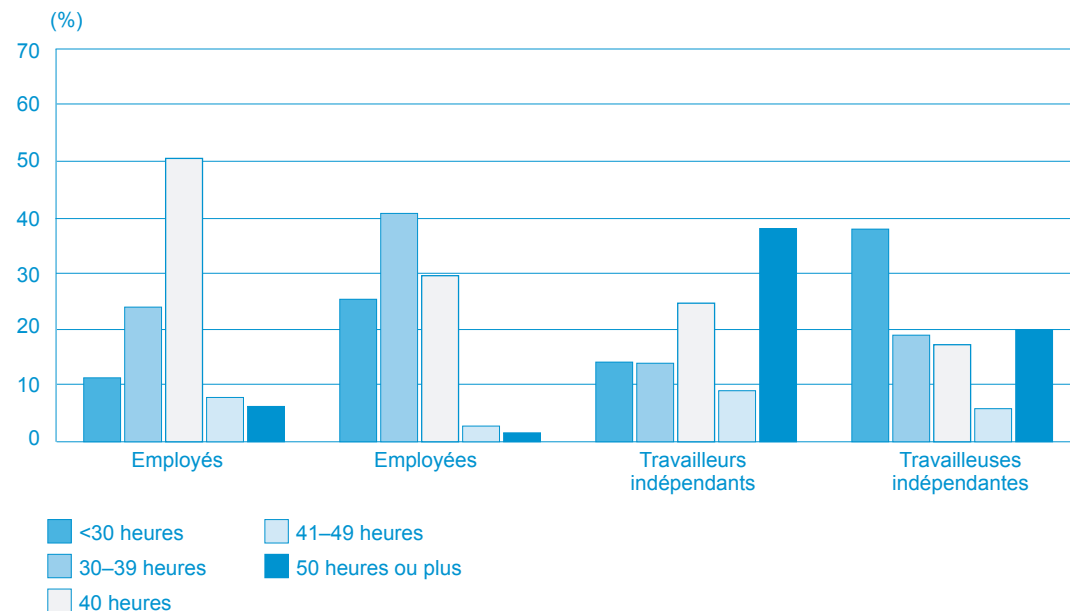


Figure 10 : Répartition du nombre d'heures de travail hebdomadaires habituelles des employés et des travailleurs indépendants, en pourcentage, 1989, 1999 et 2009



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, avril 2010.

Figure 11 : Répartition du nombre d'heures de travail hebdomadaires habituelles, selon la catégorie de travailleurs et le sexe, en pourcentage, 2009



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, avril 2010.



Combien y a-t-il de femmes parmi les petits entrepreneurs?

Il n'est pas facile de déterminer avec précision le nombre d'entrepreneurs au Canada, et encore moins celui de femmes entrepreneures. Toutefois, on peut estimer ce nombre grâce aux données disponibles sur le travail indépendant et la propriété des entreprises.

D'après l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada, il y avait 910 000 travailleuses indépendantes au pays en 2008, soit environ le tiers des personnes travaillant à leur compte. (Les travailleurs indépendants ne s'identifient pas tous comme des entrepreneurs, mais le nombre de travailleuses indépendantes indique le maximum possible de femmes entrepreneures⁸.) Entre 1998 et 2008, le nombre de travailleuses indépendantes a augmenté de 6,4 %, comparativement à une croissance de 11 % chez leurs homologues de sexe masculin.

On peut aussi déterminer le nombre d'entrepreneurs d'après les chiffres sur la propriété des entreprises. L'*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises* de Statistique Canada distingue quatre types de propriété en fonction du sexe, selon que les entreprises appartiennent en majorité à des femmes, à parts égales à des hommes et à des femmes, en minorité à des femmes, ou uniquement à des hommes.

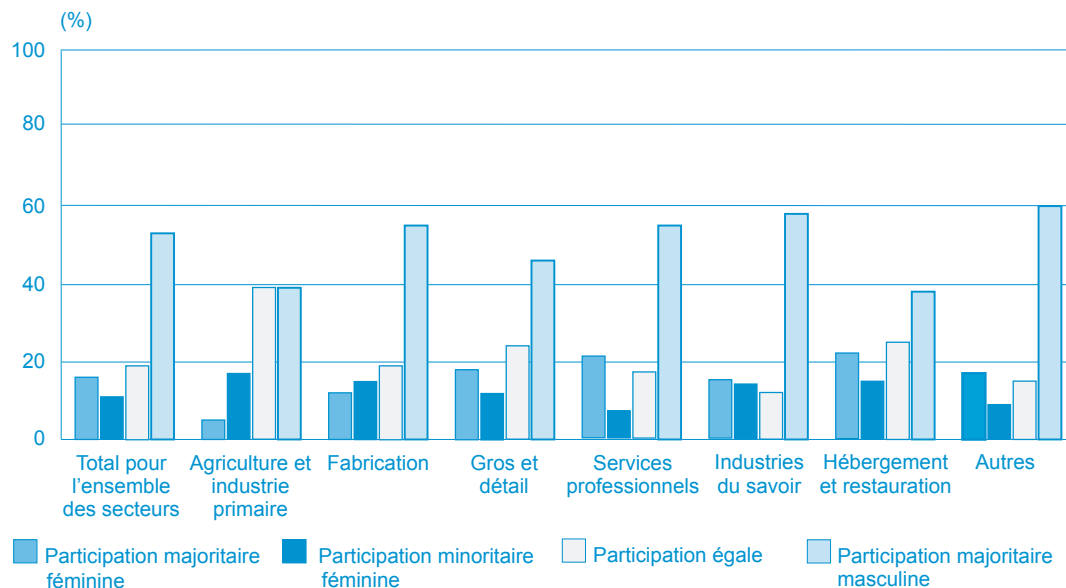
D'après l'Enquête de 2007, on a estimé que 46 % des PME avaient à tout le moins une certaine participation féminine en 2007. Parmi ces entreprises, 19 % appartenaient à parts égales à des hommes et à des femmes, et 16 % étaient détenues majoritairement par des femmes. La proportion de la participation féminine varie d'une industrie à l'autre, mais il est clair que dans toutes les industries, le pourcentage d'entreprises appartenant à des femmes est moins élevé que celui des entreprises détenues majoritairement par des hommes (voir la figure 12). Le secteur de l'hébergement et de la restauration compte la proportion la plus élevée d'entreprises détenues majoritairement par des femmes, avec près de 22 %, par rapport à seulement 5 % dans les industries agricoles et primaires.

L'Enquête a révélé que les PME détenues majoritairement par des femmes étaient moins nombreuses que les autres PME à compter plus de 20 employés et étaient aussi plus jeunes que celles détenues majoritairement par des hommes. En outre, les femmes propriétaires de PME avaient généralement moins d'années d'expérience dans leur secteur d'activité que leurs homologues de sexe masculin.

⁸ Il est possible que certains entrepreneurs ne s'identifient pas comme travailleurs indépendants, en particulier si leur entreprise leur verse un salaire. Toutefois, ils sont selon toute vraisemblance moins nombreux que les travailleurs indépendants qui ne sont pas entrepreneurs.



Figure 12 : Participation à la propriété des entreprises, selon le sexe et l'industrie, 2007



Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2007.

Les petites entreprises innovent-elles autant que les grandes?

Dans un monde où les ressources sont limitées, le moyen le plus rapide de stimuler la productivité et la croissance économique consiste à innover. On considère souvent l'innovation comme synonyme d'inventions de haute technologie, mais le comportement innovateur englobe également de nombreux autres moyens de transformer des idées créatives en innovations. Le rapport gouvernemental de mai 2007 sur les sciences et la technologie, intitulé *Réaliser le potentiel des sciences et de la technologie au profit du Canada*, explique qu'au Canada, « les grandes entreprises comme les petites apportent des innovations dans notre vie, que ce soit sous forme de nouvelles technologies face à des problèmes environnementaux, de nouveaux produits qui rehaussent le confort et l'efficacité énergétique de nos maisons, écoles et entreprises ou de nouvelles thérapies qui améliorent la santé et le bien-être des Canadiens »⁹.

Un indicateur du comportement innovateur est le montant des dépenses en recherche-développement (R-D) d'une entreprise. Il n'est pas toujours facile de mesurer la R-D, surtout dans le contexte des petites entreprises. On peut cependant trouver certaines données, par exemple en menant des enquêtes ou en consultant les registres financiers des entreprises qui réclament un crédit d'impôt pour des dépenses en R-D. Les statistiques sur les crédits d'impôt du Programme de la recherche scientifique et du développement expérimental mettent en évidence deux faits révélateurs à propos de l'innovation au sein des petites entreprises : celles-ci dépensent beaucoup moins que leurs homologues de grande taille en valeur absolue, mais leurs dépenses au titre de l'innovation en pourcentage des recettes (intensité de R-D) dépassent largement celles des grandes entreprises.

⁹ Gouvernement du Canada, *Réaliser le potentiel des sciences et de la technologie au profit du Canada*, mai 2007, p. 9.



D'après Statistique Canada, plus de 19 000 entreprises ont dépensé en 2005 plus de 15 milliards de dollars au titre de la R-D, comme en témoigne le tableau 13. Sur les dépenses totales en R-D, 25 % étaient attribuables à quelque 16 886 entreprises comptant moins de 100 employés, soit une moyenne de 0,23 million de dollars par petite entreprise. Par ailleurs, 514 grandes entreprises avaient effectué à elles seules 57 % des dépenses totales en R-D, soit une moyenne de 17,6 millions de dollars par entreprise. Toutefois, les dépenses en R-D d'une entreprise en pourcentage de ses recettes diminuaient généralement lorsque la taille augmentait.

L'*Enquête sur l'innovation de 2005*¹⁰ de Statistique Canada renferme de l'information plus détaillée sur le comportement innovateur, mais seulement pour les entreprises de fabrication. L'examen des établissements manufacturiers novateurs (un sous-échantillon représentant environ les deux tiers de toutes les entreprises sondées) a révélé que 36 % de ces établissements étaient les premiers à introduire un produit ou un procédé innovateur¹¹ au Canada, en Amérique du Nord ou dans le monde.

Tableau 13 : Dépenses des entreprises au titre de la recherche scientifique et du développement expérimental, selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés), 2005^{1, 2}

Nombre d'employés	Nombre d'entreprises	Dépenses en R-D (en millions de dollars)	Dépenses moyennes par entreprise (en millions de dollars)	% des recettes de l'entreprise exécutant la R-D
Non commerciale	19	186	9,8	X
1-49	14 997	2 706	0,2	5,0
50-99	1 889	1 279	0,7	X
<i>Petite (1-99)</i>	<i>16 886</i>	<i>3 984</i>	<i>0,2</i>	<i>X</i>
100-199	1 013	1 260	1,2	4,0
200-499	655	1 322	2,0	2,0
500-999	223	1 458	6,5	2,0
1 000-1 999	154	2 043	13,3	2,0
2 000-4 999	89	2 568	28,8	2,0
≥5 000	48	2 969	61,8	1,0
Total	19 087	15 791	0,8	X

Source : Statistique Canada, *Recherche et développement industriels – Perspectives 2007*, calculations spéciales.

Note 1 : Dans le cas des entreprises qui financent ou exécutent des travaux de R-D représentant moins de 1 million de dollars et qui demandent un crédit d'impôt en vertu du Programme de la recherche scientifique et du développement expérimental, les données sont calculées à partir des données administratives de l'Agence du revenu du Canada. Dans le cas des entreprises qui dépensent plus de 1 million de dollars au titre de la R-D, les données sont tirées d'une enquête postale menée auprès de toutes les entreprises.

Note 2 : « X » indique que les données sont confidentielles.

¹⁰ L'*Enquête sur l'innovation de 2005* a porté sur les industries de la fabrication et de l'exploitation forestière pour la période de référence 2002-2004. La définition de l'innovation, qui repose sur celle figurant dans le *Manuel d'Oslo* (OCDE/EUROSTAT, 1997), est la suivante : introduction de produits ou procédés nouveaux ou améliorés. Seules les entreprises de plus de 20 employés et ayant un chiffre d'affaires annuel brut d'au moins 250 000 \$ ont été incluses dans l'Enquête.

¹¹ L'innovation dans les produits désigne l'introduction de nouveaux produits ou services ou encore de produits et services grandement améliorés, tandis que l'innovation dans les procédés inclut l'introduction de nouvelles méthodes ou de méthodes grandement améliorées de fabrication ou de production de produits et services, de logistique, de livraison ou de distribution pour les intrants et les activités d'appui pour les procédés, comme les systèmes de maintenance et les opérations d'achat, de comptabilité ou de calcul.



Le tableau 14 analyse le sous-échantillon d'entreprises innovatrices et compare les adopteurs et les innovateurs qui sont les premiers à commercialiser les innovations, selon la taille de l'entreprise et selon la répartition des entreprises qui innovent dans les produits, les procédés ou les deux. Bien que 65,3 % des petites entreprises innovatrices aient entrepris d'innover dans des procédés, elles innovaient principalement dans les produits. Seulement 3,5 % des petites entreprises innovatrices se concentraient uniquement sur les innovations dans les procédés.

Tableau 14 : Entreprises qui innovent par rapport aux entreprises qui adoptent, selon le type d'innovation et la taille de l'entreprise^{1, 2, 3}

Type d'innovation	Petites entreprises		Moyennes entreprises		Grandes entreprises	
	Innovateurs	Adopteurs	Innovateurs	Adopteurs	Innovateurs	Adopteurs
Pourcentage d'innovateurs dans les produits (A)	96,5	61,9	92,9	64,7	93,2	63,6
Pourcentage d'innovateurs dans les procédés (B)	65,3	76,2	76,6	82,0	79,3	83,2
Pourcentage d'innovateurs dans les produits et les procédés (C)	61,8	38,1	69,5	46,7	72,6	46,9
Pourcentage d'innovateurs dans les produits seulement (A-C)	34,7	23,8	23,4	18,0	20,7	16,8
Pourcentage d'innovateurs dans les procédés seulement (B-C)	3,5	38,1	7,1	35,3	6,8	36,4

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'innovation de 2005*.

Note 1 : La différence entre les innovateurs et les adopteurs est statistiquement significative, à un niveau de confiance de 95 %. On ne peut procéder à la comparaison statistique des innovateurs de la taille d'une entreprise à partir du tableau.

Note 2 : Les innovateurs sont les entreprises qui ont été les premières à introduire des produits (biens et services) ou procédés nouveaux ou grandement améliorés au Canada, en Amérique du Nord ou dans le monde. Les adopteurs sont les entreprises qui n'ont pas introduit cette nouveauté (produit ou procédé) sur le marché.

Note 3 : Les petites entreprises sont celles qui comptent entre 20 et 49 employés; les entreprises de taille moyenne en comptent entre 50 et 99 et les grandes entreprises comptent 100 employés ou plus.

Les données du tableau 14 révèlent des différences statistiquement significatives (voir la note 1 du tableau) entre les entreprises qui innovent et celles qui adoptent, selon la taille de l'entreprise. Les résultats indiquent que les innovateurs, peu importe la taille de l'entreprise, étaient plus susceptibles d'innover dans les produits que dans les procédés.

Par ailleurs, les firmes adoptant les innovations – celles qui ne sont pas les premières à introduire des produits ou procédés nouveaux ou grandement améliorés au Canada, en Amérique du Nord ou dans le monde – étaient plus nombreuses à innover dans les procédés, et ce, pour toutes les tailles d'entreprise. Un plus grand pourcentage (76,2 %) des petites entreprises adoptant l'innovation que des petites entreprises innovatrices (65,3 %) s'intéressaient à l'innovation dans les procédés, ce qui donne à penser que les petites entreprises adoptant les innovations étaient plus nombreuses à viser l'accroissement de la productivité, en cernant des procédés de fabrication plus efficaces, que l'expansion de leur part du marché grâce à l'innovation dans les produits. Les mêmes observations valent pour les entreprises de taille moyenne et les grandes entreprises.



Combien de petites entreprises font des affaires électroniques?

Une entreprise qui fait des affaires électroniques « mise sur Internet pour offrir ou échanger des informations et tire son chiffre d'affaires, en totalité ou en partie, d'opérations sur Internet ou de la production ou de la vente, ou des deux, de produits ou de services liés à Internet »¹². En plus des achats et des transactions en ligne (que l'on désigne par l'expression « commerce électronique »), les affaires électroniques englobent la gestion de portefeuille, l'établissement de plans d'affaires et les communications Internet ou intranet entre une entreprise et ses clients, ses fournisseurs et ses autres partenaires.

L'adoption des affaires électroniques peut offrir de nombreux avantages à une entreprise, peu importe sa taille. L'utilisation d'Internet en tant qu'outil d'affaires permet d'améliorer la coordination dans le processus de production, d'améliorer la communication avec les fournisseurs et les clients, d'optimiser les sources d'approvisionnement et d'accroître la présence d'une entreprise sur le marché. Toutefois, la mesure dans laquelle les entreprises font des affaires électroniques, et les fins ainsi visées, varient considérablement en fonction de la taille.

Les données sur les affaires électroniques proviennent de diverses sources, qui sont souvent contradictoires. Ces divergences tiennent au fait que les résultats des enquêtes sur les affaires électroniques sont très sensibles à la sélection de l'échantillon et au moment où l'enquête est menée. La source la plus fiable de données sur les affaires électroniques est l'*Enquête sur le commerce électronique et la technologie* (ECET)¹³ de Statistique Canada, qui porte sur plus de 21 000 entreprises. Pour les besoins de cette enquête, les petites entreprises ont moins de 20 employés, les moyennes entreprises en comptent entre 20 et 99 (499 pour le secteur de la fabrication) et les grandes en ont 100 ou plus (500 ou plus pour le secteur de la fabrication). Le tableau 15 est fondé sur les résultats de l'ECET.

Le fait de disposer d'une connexion Internet ne signifie pas nécessairement qu'une entreprise fait des affaires électroniques, mais cela peut servir d'indicateur de la pratique des affaires électroniques, car il s'agit d'une exigence minimale pour participer aux affaires électroniques sous pratiquement toutes leurs formes. Le taux de connexion des petites entreprises va en augmentant, mais celles-ci continuent d'accuser un retard par rapport à leurs homologues de moyenne ou grande taille, tant au chapitre du taux de connexion que des différents

¹² *Pour une progression rapide – Comment faire du Canada un leader dans l'économie sur Internet*, Rapport de la Table ronde sur les possibilités des affaires électroniques canadiennes, janvier 2000, p. 11.

¹³ Le niveau minimal de recettes qu'une entreprise doit avoir pour participer à l'*Enquête sur le commerce électronique et la technologie* (ECET) de Statistique Canada varie entre 150 000 \$ et 250 000 \$ par an, selon l'industrie. Les entreprises qui n'ont aucun employé à temps plein mais qui respectent le critère de recettes minimales sont incluses dans l'Enquête. Ces entreprises regroupent les travailleurs indépendants sans aide rémunérée, les entreprises saisonnières et les entreprises virtuelles.



modes d'utilisation d'Internet en affaires. Le taux de connexion global des entreprises se chiffrait à 87 % en 2007, mais les petites entreprises (85 %) accusaient un retard marqué, comparativement aux moyennes et aux grandes entreprises (respectivement 95 % et 99 %). Toutefois, les petites entreprises ont réduit ces dernières années l'écart qui les sépare des moyennes et des grandes entreprises.

La proportion d'entreprises dotées d'un site Web augmente également en fonction de la taille de l'entreprise. Comparativement aux petites entreprises (36 %), les moyennes et les grandes entreprises étaient plus de deux fois plus nombreuses (respectivement 74 % et 90 %) à posséder un site Web en 2007. Au cours des sept dernières années, la proportion d'entreprises dotées d'un site Web s'est accrue dans toutes les catégories d'effectif.

Tableau 15 : Accès à Internet et utilisation d'Internet, selon la taille de l'entreprise (en pourcentage), de 2001 à 2007

		2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
		Pourcentage						
Accès à Internet	Petites	68	73	76	79	79	81	85
	Moyennes	91	92	94	96	96	96	95
	Grandes	94	99	97	99	98	99	99
	Toutes les entreprises	71	76	78	82	82	83	87
Site Web	Petites	24	27	29	32	33	35	36
	Moyennes	57	62	66	69	70	71	74
	Grandes	74	77	77	79	82	89	90
	Toutes les entreprises	29	32	34	37	38	40	41
Ventes en ligne	Petites	6	7	6	7	6	7	7
	Moyennes	12	13	14	12	10	12	13
	Grandes	15	16	16	13	16	21	22
	Toutes les entreprises	7	8	7	7	7	8	8
Achats en ligne	Petites	20	29	35	40	40	42	45
	Moyennes	30	47	50	59	63	64	69
	Grandes	52	57	61	62	68	71	74
	Toutes les entreprises	22	32	37	43	43	45	48

Source : Statistique Canada, *Enquête sur le commerce électronique et la technologie (ECET)*, 2008.

Note : Selon la définition retenue pour l'*Enquête sur le commerce électronique et la technologie (ECET)* de Statistique Canada, sur laquelle reposent ces données, les petites entreprises comptent moins de 20 employés, les moyennes entreprises en ont entre 20 et 99 et les grandes entreprises en comptent 100 ou plus, pour toutes les industries sauf la fabrication. La limite supérieure pour la catégorie des moyennes entreprises dans le secteur de la fabrication est de 499 employés, si bien que les entreprises comptant 500 employés ou plus sont considérées comme des grandes entreprises.



Le pourcentage d'entreprises qui achètent ou vendent en ligne augmente manifestement en fonction de la taille. La proportion d'entreprises qui vendent en ligne n'a guère changé depuis 2001, mais la proportion de PME qui achètent en ligne a doublé. Ainsi, en 2007, seulement 7 % des petites entreprises vendaient en ligne, alors que 45 % y faisaient des achats. Pour les moyennes entreprises, ces proportions étaient de 13 % et de 69 % respectivement et pour les grandes entreprises, elles étaient de 22 % et de 74 %. Ces chiffres s'expliquent par le fait que les coûts associés à l'aménagement d'un site Web pour la vente en ligne sont élevés comparativement aux coûts associés à l'achat en ligne.

Les petites entreprises du secteur des services font généralement davantage de commerce électronique que celles du secteur des biens. Toutefois, dans toutes les industries, les petites entreprises sont moins actives à cet égard que leurs homologues de moyenne ou grande taille.

Quelle est la contribution des petites entreprises aux exportations canadiennes?

Les exportations sont essentielles pour l'économie canadienne, et leur contribution au PIB a atteint près de 40 % au cours des dernières années, sauf en 2009 où elle s'est établie à 30 %. Ce recul s'explique en partie par la récession mondiale et par la valeur élevée du dollar canadien. Les exportations stimulent la croissance économique et sont étroitement liées à la croissance du PIB réel. De plus, les exportations peuvent offrir à une entreprise un moyen stratégiquement important de prendre de l'expansion en élargissant son marché au-delà du marché intérieur canadien, qui est relativement petit.

Le tableau 16 montre la répartition de la valeur des exportations canadiennes selon l'industrie et la taille de l'entreprise en 2008. La valeur totale des exportations des entreprises canadiennes s'élevait alors à environ 415 milliards de dollars. Près de 85 % des exportateurs canadiens étaient des petites entreprises. Qui plus est, les petites entreprises représentaient 20 % de la valeur totale des exportations en 2008, soit 83 millions de dollars et une valeur moyenne de 2 millions par entreprise. Les entreprises de taille moyenne représentaient quant à elles 14 % de la valeur totale des exportations en 2008, soit 60 milliards de dollars et une valeur moyenne de 13,8 millions par entreprise. Enfin, les grandes entreprises représentaient 62 % de la valeur totale des exportations, soit 257 millions de dollars et une valeur moyenne de 188,7 millions par entreprise (voir la note 2 du tableau 16).

La proportion de petites entreprises exportatrices est plus faible que celle des petites entreprises dans l'ensemble de l'économie. Seulement 5 % des petites entreprises exportent, comparativement à 34 % des entreprises de taille moyenne et à 69 % des grandes entreprises.



Les petites entreprises ne représentaient que 11 % du total des exportations de produits manufacturés, comparativement à 70 % pour les grandes entreprises. Toutefois, dans de nombreuses autres industries, les petites entreprises sont celles qui ont le plus contribué aux exportations. Mentionnons la vente au détail (85,5 %), le commerce de gros (70,8 %), et les finances et l'assurance (68,9 %).

Tableau 16. Répartition de la valeur totale des exportations selon l'industrie et la taille de l'entreprise (nombre d'employés), 2008¹

Groupe d'industries (SCIAN)	Établissement employeur				
	Valeur totale (en millions de dollars)	Taille de l'entreprise – nombre d'employés (% du total)			
		Total (toutes les tailles d'entreprise) ²	Petite (<100)	Moyenne (100–499)	Grande (500+)
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	3 811	0,9	63,6	11,0	25,4
Exploitation minière, pétrolière et gazière/Services publics	62 571	15,1	4,5	8,6	83,8
Construction	1 138	0,3	76,0	19,6	4,3
Fabrication	224 740	54,2	11,3	19,9	68,8
Commerce de gros	40 552	9,8	70,8	13,0	16,3
Commerce de détail	2 034	0,5	85,5	3,0	11,5
Transport et entreposage	36 427	8,8	X	X	66,1
Industrie de l'information et industrie culturelle	519	0,1	49,5	43,0	7,5
Finance et assurances	17 312	4,2	68,9	5,2	25,9
Services commerciaux	22 922	5,5	37,8	8,1	54,2
Autres	2 526	0,6	51,6	14,0	34,4
Ensemble de ces industries – Total	414 551	100	20,3	14,3	62,0
	Nombre total d'entreprises	Total	Petite (<100)	Moyenne (100–499)	Grande (500+)
Exportations – ensemble de l'industrie	48 699		85,0 %	9,0 %	2,8 %

Source : Statistique Canada, *Registre des exportateurs*, 2008.

Note 1 : « X » indique que les données sont confidentielles.

Note 2 : Dans certains cas, la somme horizontale des pourcentages n'est pas égale à 100 à cause de la confidentialité.



Petits exportateurs

Les petites entreprises (comptant moins de 100 employés) ne sont pas nécessairement de petits exportateurs (exportations de moins de 1 million de dollars par an). En assimilant les petits exportateurs aux petites entreprises, on minimise la contribution de celles-ci au total des exportations. Comme on le voit au tableau 17, les petites entreprises représentent environ 73 % des entreprises dont les exportations atteignent 1 million de dollars ou plus. En outre, 7,7 % des entreprises de taille moyenne et grande sont de petits exportateurs, ce qui confirme certaines conclusions antérieures de la recherche d'Industrie Canada sur les exportations, selon lesquelles les petites entreprises contribuent bien plus aux exportations (pour ce qui est du nombre d'entreprises exportatrices et de la valeur des exportations) que ce que ne laisse entendre la définition de petit exportateur¹⁴.

Tableau 17. Petites entreprises exportatrices et petits exportateurs, pourcentage d'entreprises, selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés), 2008

	Taille de l'entreprise (nombre d'employés)		
	<100	100–199	200+
Valeur des exportations : moins de 1 million de dollars	92,3	4,4	3,3
Valeur des exportations : 1 million de dollars ou plus	72,8	14,0	13,2
Tous les exportateurs	87,2	6,9	5,9

Sources : Statistique Canada, *Registre des exportateurs*, 2008; calculs d'Industrie Canada.

¹⁴ David Halabisky, Lee Byron et Chris Parsley, *Profil des petites entreprises exportatrices canadiennes*, Industrie Canada, août 2005.